



RAPPORT D'ACTIVITÉS

20

24+



L'APEFE remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce rapport.

Tous droits de reproduction réservés – © APEFE
Éditeur responsable : Benoit Stiévenart, place Saintelette 2 – 1080 Bruxelles

Réalisation : Fanny TABART
Graphisme : Magdalena MALINOWSKA
Impression : Graphius

SOMMAIRE

Avant-propos	3
Présentation de l'APEFE	4
Nos champs d'action	5
Nos Ministres de tutelle	6
Organes décisionnels	7
Notre équipe	8
Notre zone d'intervention	12
Objectifs du Développement Durable	13
Intégrité	14
Chiffres clés	18



Environnement et climat 20

Bénin - Les Femmes Entreprennent pour le Climat	22
Burkina Faso - Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel	24
Burkina Faso - Appui au système de suivi-évaluation de l'IGMVSS	26
Burkina Faso - Coopérer pour le climat	28
Burundi - Programme d'Appui au Développement de l'Irrigation	30
Burundi - Appui aux communautés pour l'aménagement des bassins versants des marais de Muhembuzi et de Ndurumu dans la province de Kirundo	32
République Démocratique du Congo - MBIZIAKI	34
République Démocratique du Congo - BUTAMU BWA DJEMBE	36
Sénégal - Niowan Saloum	38



Santé et réadaptation 40

Burkina Faso - Programme de Renforcement des Capacités en Médecine Physique et Réadaptation	42
Burundi - Programme d'Appui au Développement de la Médecine Physique et Réadaptation	44



Inclusion économique 46

Bénin - Programme d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin Artisanal	48
Maroc - Min Ajliki	50



Inclusion sociale - Éducation 52

Belgique - Educaid.be	54
Bénin - IFADEM	56
Palestine - Promouvoir le développement inclusif des personnes en situation de handicap	58
Rwanda - Programme d'appui à l'apprentissage sur le lieu de travail et à la création d'emploi décent auprès des jeunes	60
République Démocratique du Congo - IFADEM KASAI ORIENTAL	62
République Démocratique du Congo - IFADEM	64
Sénégal - IFADEM	66
RTIA-Facility	68
Teach2Empower	70

AVANT-PROPOS



© J. Van Belle - WBI

Pascale Delcomminette
Administratrice déléguée

L'année 2024 marque une année structurante pour l'APEFE, dans un contexte de renouvellement politique et d'enjeux globaux toujours plus prégnants. À la suite des élections fédérales et régionales, notre gouvernance a évolué avec l'arrivée d'Adrien Dolimont, Ministre-Président de la Wallonie, à la présidence de l'APEFE. Il est accompagné d'Elisabeth Degryse, Ministre-Présidente de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ainsi que de Valérie Glatigny, Ministre de la Communauté française de Belgique, et de Maxime Prévot, Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement, tous trois vice-présidents de l'APEFE. Une nouvelle tutelle politique qui s'engagera en faveur d'une coopération internationale inclusive et durable.

Les trois premières années du Programme Pluriannuel 2022-2026 ont permis de consolider nos actions qui contribuent aux Objectifs de Développement Durable (ODD) à travers quatre axes stratégiques : Environnement et climat, santé et réadaptation, inclusion économique et inclusion sociale, mais aussi d'intensifier notre impact sur le terrain via nos programmes développés en partenariat avec nos pays partenaires d'intervention (Bénin, Burundi, Burkina Faso, Maroc, Palestine, Rwanda, République Démocratique du Congo et Sénégal).

En 2024, l'APEFE a mis un accent particulier sur les questions environnementales, notamment sur le défi des pertes et dommages liés aux changements climatiques. L'Agence Wallonne de l'Air et du Climat joue un rôle clé dans cette démarche, contribuant à une meilleure résilience des populations vulnérables face aux crises climatiques. À travers nos projets, nous poursuivons notre engagement en faveur d'une transition écologique juste, en intégrant ces enjeux au cœur de nos actions de coopération.

Notre gestion rigoureuse des ressources assure l'efficacité et la pérennité de nos initiatives. Grâce au soutien de la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et à une utilisation optimale des financements, nous maintenons un taux de consommation financière élevé, démontrant notre capacité à transformer les moyens alloués en impacts concrets sur le terrain.

Enfin, nous tenons à remercier nos partenaires institutionnels, nos équipes engagées et les nombreux acteurs qui contribuent chaque jour à faire de l'APEFE un acteur clé de la coopération au développement. Ensemble, poursuivons notre engagement pour un monde plus solidaire, équitable et durable.

A handwritten signature in black ink, appearing to be the name 'Pascale Delcomminette', written in a cursive style.



PRÉSENTATION

◀ L'APEFE est l'agence de partenariats internationaux intégrée au sein des relations internationales de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, active depuis 1976 dans les pays partenaires.

A travers ses activités, l'APEFE met en œuvre des programmes ayant pour objectif général la lutte contre la pauvreté et les inégalités par le renforcement des capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles mutuellement profitables.

L'APEFE a également pour mission de promouvoir, d'organiser, de coordonner toutes les formes de partenariat, de partage de connaissances et d'expertises entre la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie et les pays partenaires.

NOS CHAMPS D'ACTION



CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le développement des technologies vertes. La lutte contre les changements climatiques à travers les 3 piliers (Atténuation, Adaptation et Pertes & Préjudices). L'agriculture via le renforcement des capacités des groupes paysans.



SANTÉ

La formation du personnel de santé inclut la prise en compte de la problématique du handicap. Cela englobe des spécialités comme la médecine physique et la réadaptation.



INCLUSION SOCIALE ÉDUCATION

La formation technique, l'éducation de base, professionnelle et l'insertion socioprofessionnelle comme outils d'inclusion sociale.



INCLUSION ÉCONOMIQUE

L'économie inclusive met en avant le développement des capacités des femmes et des jeunes. Elle encourage leur participation à des activités entrepreneuriales qui visent à renforcer leur autonomie et leur contribution à la croissance économique.



MINISTRES DE TUTELLE PRÉSIDENT ET VICE-PRÉSIDENT·E·S DES INSTANCES DE L'APEFE



Adrien Dolimont
Président
de l'APEFE
Ministre-Président de
la Wallonie



Elisabeth Degryse
Vice-présidente de
l'APEFE
Ministre-Présidente
de la Fédération
Wallonie Bruxelles



Valérie Glatigny
Vice-présidente de
l'APEFE
Ministre de
l'Éducation et de
l'Enseignement de
promotion sociale



Maxime Prévot
Vice-président de
l'APEFE
Ministre des Affaires
étrangères, des
Affaires européennes
et de la Coopération
au développement

ORGANES DÉCISIONNELS

L'APEFE est une association sans but lucratif. Ses instances se composent d'une assemblée générale et d'un organe d'administration. L'association a été rapprochée en 1992 de l'organisme d'intérêt public Wallonie-Bruxelles International (WBI), dont le-la fonctionnaire dirigeant-e, en sa qualité d'administrateur-trice général-e, est également l'administrateur-trice délégué-e de l'APEFE. Les statuts de l'APEFE, publiés le 4 janvier 2024 aux annexes du Moniteur belge, ont été modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 23 novembre 2023, conformément à la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations.

La présidence de l'organe d'administration est tournante. Celle-ci est assurée entre le ou la Ministre-Président.e de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par le ou la Ministre-Président.e de la Région wallonne. Le changement de présidence s'effectue le 1er juillet de chaque année. La ou le président.e est assisté.e de trois Vice-Président.e.s, respectivement le ou la Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles ayant l'éducation dans ses attributions, le ou la Ministre fédéral.e ayant la coopération au développement dans ses attributions ainsi que, suivant le principe d'alternance précédemment exposé, par le ou la Ministre-Président.e de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par le ou la Ministre-Président.e de la Région wallonne.

Membres de l'organe d'administration

Adrien Dolimont

Ministre-Président de la Wallonie,
Président de l'APEFE

Elisabeth Degryse

Ministre-Présidente de la Fédération Wallonie
Bruxelles,
Vice-Présidente de l'APEFE

Valérie Glatigny

Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement de
promotion sociale
Vice-Présidente de l'APEFE

Maxime Prévot

Ministre des Affaires étrangères, des
Affaires européennes et de la Coopération au
développement,
Vice-Président de l'APEFE

Pascale Delcomminette

Administratrice déléguée de l'APEFE,
Administratrice générale de WBI

Christian Carette

Olivier Mazy

Fabrice Aerts-Bancken

Étienne Gilliard

Benoît Haut

Bénédicte Heindrichs

Marie Schippers

Alain Demarez

Olivier Kassi

L'assemblée générale est présidée par le ou la Président.e de l'organe d'administration. Les autres membres sont issus des administrations fédérales et fédérées ou d'institutions ayant un lien avec l'objet social de l'association. D'un côté, l'organe d'administration possède les pouvoirs les plus étendus pour assurer la réalisation des objectifs et des intérêts de l'organisation. Il se réunit au minimum deux fois par an. De l'autre côté, l'assemblée générale est souveraine. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner ou ratifier les actes qui intéressent l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi et par les dits statuts.

Membres de l'assemblée générale

Adrien Dolimont

Ministre-Président de la Wallonie,
Président de l'APEFE

Elisabeth Degryse

Ministre-Présidente de la Fédération Wallonie
Bruxelles,
Vice-Présidente de l'APEFE

Valérie Glatigny

Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement de
promotion sociale
Vice-Présidente de l'APEFE

Maxime Prévot

Ministre des Affaires étrangères, des
Affaires européennes et de la Coopération au
développement,
Vice-Président de l'APEFE

Pascale Delcomminette

Administratrice déléguée de l'APEFE
Administratrice générale de WBI

Christian Carette

Nicolas Dervaux

Fabrice Sprimont

Claude Gonfroid

Frédéric Delcor

Olivier Plasman

Olivier Mazy

Etienne Gilliard

Fabrice Aerts-Bancken

Nadine Vanwelkenhuyzen

Nadia Benmessaoud

Yves Polomé

Benoît Haut

Matthieu Gosselin

Alexandre Mabilie

Bénédicte Schepens

Sylvie Marique

Bénédicte Heindrichs

Vinciane De Keyser

Aude Segers

Clémence Arnac

Christelle Van Wesembeek

Stéphane Marnette

Thomas Demeter

Marie Schippers

Alain Demarez

Lucia Seda

Olivier Parks

Stéphane Cools

Raymonde Yerna

Corinne Stephenne

Sébastien Schetgen

Alain Wilkin

Nicolas Manzone

ORGANIGRAMME APEFE 2024

BUREAU BELGIQUE



Pascale Delcomminette
Administratrice déléguée



Benoit Stiévenart
Directeur Général



Christian Collard
Directeur du service
administratif, ressources
matérielles et financier



Sandra Cantanavera
Service
administratif, ressources
matérielles et financier



David Jacob
Service
administratif, ressources
matérielles et financier



Rose-Marie Michiels
Service
administratif, ressources
matérielles et financier



Sabrina Troch
Service administratif,
ressources
matérielles et financière,
marchés publics et
financements alternatifs



Etienne Pinchart
Marchés publics
ISO



**Anne-Sophie Van
Vlasselaere**
Responsable du service
juridique &
Administratif,
Gestion des plaintes
intégrité



Didier Vandermaes
Service juridique et
administratif &
backup intégrité



Fanny Tabart
Responsable
communication et
intégrité



Magdalena Malinowska
Graphiste et assistante
communication



Jordan Stonska
Informaticien



Guillaume Delecourt
Informaticien

BUREAU BELGIQUE

LES RESPONSABLES PAYS ET THÉMATIQUES



Sophie Pham-Holliday
Chargée de mission
Education
& programmation RTIA UE
& T2E



Luc Ameye
Chargé de mission Sénégal
MEAL & Quality Manager
ISO



Anne Coppens
Chargée de mission RDC
Point focal genre



Alexia Germeau
Chargée de mission
Burundi
Point focal Santé



Nathalie Forsan
Chargée de mission
Bénin et Financements
alternatifs



Géraldine Pegoff
Responsable Climat,
Environnement et Sécurité
alimentaire
Financements AWAC



Karin Möhler
Chargée de mission climat
environnement & Burkina
Faso



Sigrid De Meester
Chargée de mission
Rwanda & Palestine
Responsable
programmation DGD



Marije Van Breda
Coordinatrice du
programme Educaid.be

BUREAU BÉNIN

David Gaquère
Responsable bureau

- ▶ Nassirou Djibril Ali
- ▶ Saïbou Abdoulaye
- ▶ Yesidatou Aminou
- ▶ Emile Gebessinon
- ▶ Pamphile Akotègnon Gohoungo
- ▶ Eusèbe Goussi
- ▶ Mathilde Menoudji
- ▶ Gisèle Ouinsavi

BUREAU BURUNDI

Olivier Jadin
Responsable bureau

- ▶ Didier Woirin
Administrateur de programme
- ▶ Jean-Marie Hakizimana
- ▶ Fernand Makera
- ▶ Martin Mahora
- ▶ Eric Nizigiyimana
- ▶ Donatien Ndabadugariste
- ▶ Christophe Ndayisaba
- ▶ Sandrine Viymana
- ▶ Joseph Baravuga
- ▶ Christophe Habimana

BUREAU BURKINA FASO

Yacouba Ouedraogo
Responsable bureau

- ▶ Clément Bagnoa
- ▶ Fatimata Coulibaly
- ▶ Moussa Diabaté
- ▶ Boureima Kiemde
- ▶ Barry Guy Resbron
- ▶ Lassané Sawadogo
- ▶ Koala Lamoussa
- ▶ Eva Sanou

BUREAU MAROC

Pascal Montois
Responsable bureau

- ▶ Mohamed Abadidi
- ▶ Mahjoub Chahine
- ▶ Aurélie Delhain
- ▶ Soumya Boussarhane
- ▶ Otmane El Hajam
- ▶ Sayda El Madiouny

BUREAU SÉNÉGAL

Françoise Daxhelet
Responsable bureau

- ▶ Marie-Adele Ndong
- ▶ José Vincent Makisi Ngombe
- ▶ Makhtar Diop
- ▶ Leonel Ndikum Ndikum
- ▶ Abdou Sagne
- ▶ Moussa Diop

BUREAU RWANDA

Eric Huby
Responsable bureau

- ▶ Jeanne d’Arc Bitega
- ▶ Hubert Kagabo
- ▶ Béatrice Niyigena
- ▶ Bélinda Gladys Kagaju
- ▶ Jérôme Uwimana
- ▶ Théogène Mugisha
- ▶ Juliette Karitanyi
- ▶ Joselyne Tuyishimire
- ▶ Théogène Uwizeye
- ▶ Elias Ntabwoba

BUREAU RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Michel Lutumbue
Responsable bureau

- ▶ Clément Tshibangu
Administrateur de programme
- ▶ Jules Atchoglo
Administrateur de programme
- ▶ Paulin Swele
- ▶ Bénédi Luvangu
- ▶ Charmante Mubali Lubula
- ▶ Richard Kasale
- ▶ Oscar Cakushiya
- ▶ Anto Mulanga Bakenge
- ▶ Richard Utende
- ▶ Pascal Kazwenga
- ▶ Dirvine Kizita Mananga
- ▶ Fils Mvutu
- ▶ Olivier Zenda

NOTRE ZONE D'INTERVENTION

L'APEFE collabore à la mise en œuvre des politiques sectorielles dans **9 pays** et dispose de **7 bureaux de coordination des programmes**.



BÉNIN



BURUNDI



RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO



BELGIQUE



MAROC



RWANDA



BURKINA FASO



PALESTINE



SÉNÉGAL

NOS BAILLEURS DE FONDS



Belgique

partenaire du développement



Wallonie - Bruxelles
International.be



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les 17 objectifs de Développement Durable adoptés par l'ensemble des États membres de l'Organisation des Nations Unies en 2015 sont un appel universel à l'action pour éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de toutes les personnes partout dans le monde, tout en leur ouvrant des perspectives d'avenir.

Il s'agit, pour l'APEFE, de :

- Maximiser les impacts tout en garantissant la pleine compatibilité des programmes, projets et actions avec l'agenda du développement durable ;
- Définir les priorités parmi les ODD pour cibler les efforts et en tirer un maximum de bénéfices ;
- Aligner les stratégies sur les ODD en identifiant des indicateurs clefs de performance et en les intégrant dans tous les processus ;
- Intégrer les ODD en ancrant des objectifs de développement durable dans les activités ;
- Développer une communication rendant compte des contributions de l'APEFE aux ODD.



INTÉGRITÉ

QU'EST-CE QUE L'INTÉGRITÉ ?

Transparency International définit l'intégrité comme étant « Les comportements et les actions en accord avec un ensemble de principes et normes éthiques ou morales, adoptés tant au niveau individuel qu'institutionnel ».

Cette définition met l'accent sur l'adhésion à une communauté de valeurs, de principes et de normes éthiques.

Une personne intègre adhère et agit conformément à ces normes et valeurs.

L'intégrité comprend à la fois les aspects liés à l'intégrité financière (corruption, fraude, etc.) et les aspects liés à l'intégrité morale (abus de pouvoir, discrimination, comportement sexuel abusif, abus et exploitation, etc.).

L'INTÉGRITÉ À L'APEFE

Le 15 juin 2018, l'APEFE a signé la Charte d'intégrité, qui est érigée en référence nationale pour la politique d'intégrité en matière de Coopération au développement depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2020 modifiant la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement et érigeant la charte d'intégrité existante en matière de coopération au développement en référence nationale pour la politique d'intégrité.

L'APEFE a rempli plusieurs obligations légales prévues dans la charte, telles que :

- L'élaboration d'un Code éthique
- La formation annuelle permettant la sensibilisation à la question de l'intégrité au siège et sur le terrain grâce aux administrateurs de programme ;
- La mise sur pied de la cellule intégrité permettant la réception des plaintes et leurs classifications, l'organisation d'une enquête interne lorsque la plainte est fondée, d'assurer le suivi du dossier et la rédaction d'un rapport ;
- La communication annuelle sur les atteintes à l'intégrité ;
- La collaboration avec d'autres acteurs afin de développer les pratiques existantes ;
- La mise à disposition d'un formulaire de plainte en ligne ainsi qu'une adresse e-mail dédiée.

A côté de cela, d'autres choses sont mises en place permettant un suivi de l'intégrité au siège, comme :

- La création d'une cellule intégrité ;
- Le répertoire des incidents reprenant tous les rapports d'incidents ainsi que les décisions managériales. Cela permet d'évaluer le «degré» de rupture d'intégrité et servira de base dans les cas où il faudrait ajuster, réaligner ou justifier de la fin d'un partenariat ;
- Le suivi des polices d'assurance en matière de responsabilité civile. Il faut être attentif à ce que couvre réellement l'assurance pour voir dans quelles conditions il sera possible de la mettre en œuvre ;
- L'intégration du mot « intégrité » dans tous les documents formalisés.
- L'envoi par les administrateurs de programmes de lettres d'affirmation certifiant de l'absence de connaissance de fraude ou d'abus durant le déroulement du Programme ;
- La rédaction de l'autorisation de captation et d'exploitation à l'image à faire remplir sur le terrain avant la prise de photos ou de vidéos.

Tout ce dispositif permet, en interne, de respecter les dispositions prévues par la loi. Toutefois, les réalités du terrain peuvent soulever des questions complexes, mettant parfois en péril le respect de l'intégrité.

LA CELLULE INTÉGRITÉ

La cellule intégrité est composée d'un.e **responsable intégrité**, d'un.e **conseiller-ère en intégrité**, d'un.e **responsable de la gestion des plaintes** et d'une **personne back-up**.

Responsable intégrité : la-le responsable intégrité s'occupe de la mise en œuvre d'une politique d'intégrité et maintien d'une culture d'intégrité globale dans l'organisation.

Conseiller-ère en intégrité : la-le conseiller-ère est une personne de confiance qui a comme rôle de conseiller les gens sur une situation ou un comportement avant de décider de déposer une plainte.

Après cet échange confidentiel, la personne peut décider de ne pas porter plainte et le cas n'est pas rapporté au sein de la cellule intégrité.



Anne-Sophie
Van Vlasselaere



Fanny Tabart



Didier
Vandermaes

VOUS -VOULEZ
DÉPOSER UNE
PLAINTÉ ?

FORMULAIRE
DE PLAINTES EN
LIGNE :



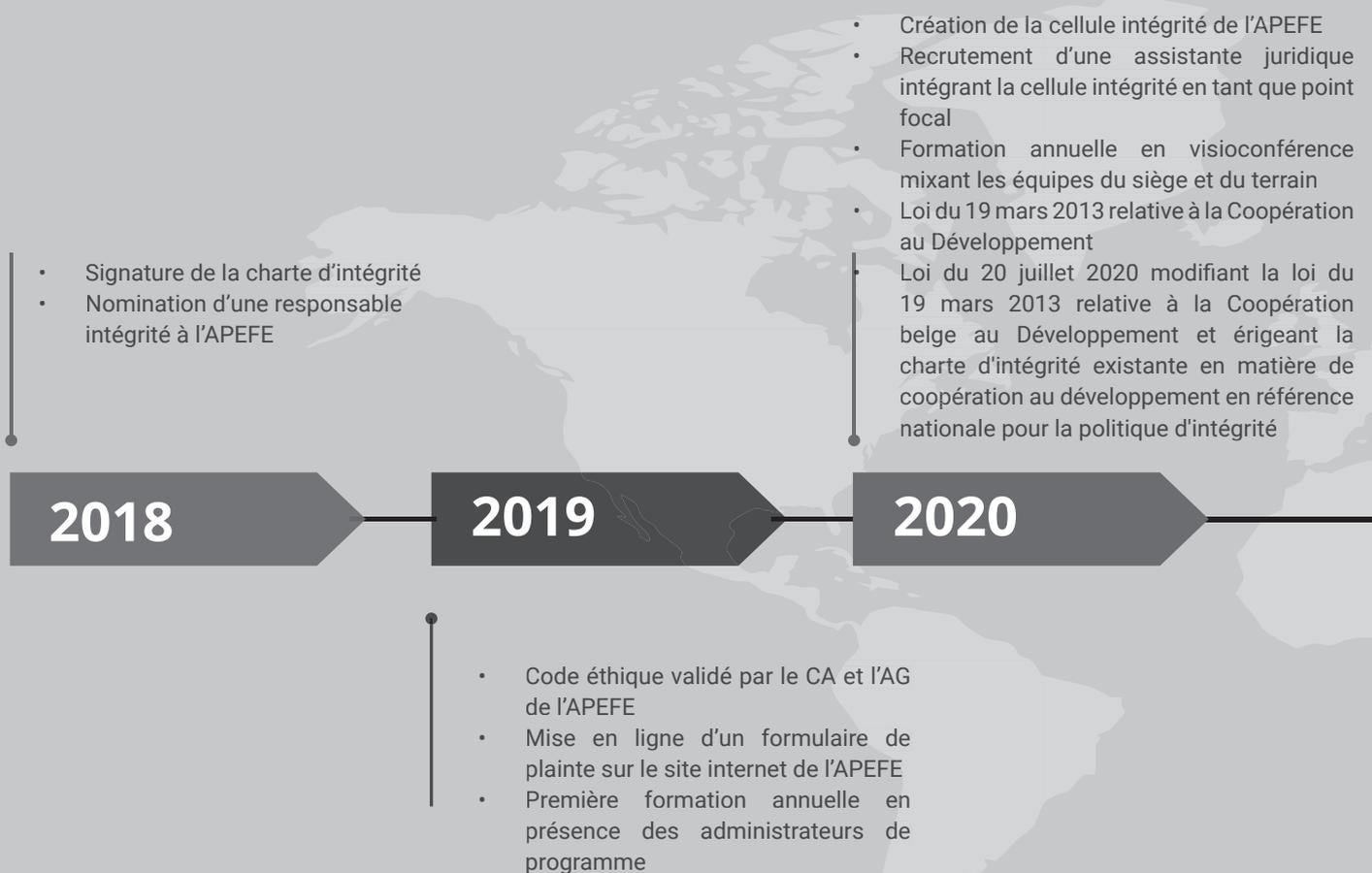
Responsable de la gestion des plaintes : la-le responsable de la gestion des plaintes réceptionne les plaintes via le formulaire des plaintes en ligne. Elle accuse réception de la plainte et confirme sa prise en charge. Cette personne est responsable du déploiement des procédures de suivi dans le cadre d'une plainte effective. Elle mène une enquête initiale sur le bien-fondé d'une plainte et, sur la base de cette enquête, met en place d'autres procédures d'enquête (internes ou externes).

Back-up conseiller-ère en intégrité et gestion des plaintes : la personne back-up intervient lorsqu'il y a un conflit d'intérêt avec la-le conseiller-ère en intégrité ou avec la-le gestionnaire des plaintes ou lorsqu'un l'un.e de ceux-ci est absent.e.

INTÉGRITÉ

FORMATION ANNUELLE 2024

Suite au contexte sanitaire que l'on connaît depuis 2019, les formations annuelles d'intégrité sont organisées en visioconférence, rassemblant les équipes du siège et du terrain dans un objectif de gestion des connaissances.



LOI DU 20 JUILLET 2020



ARRÊTÉ ROYAL DU 28 FÉVRIER 2023



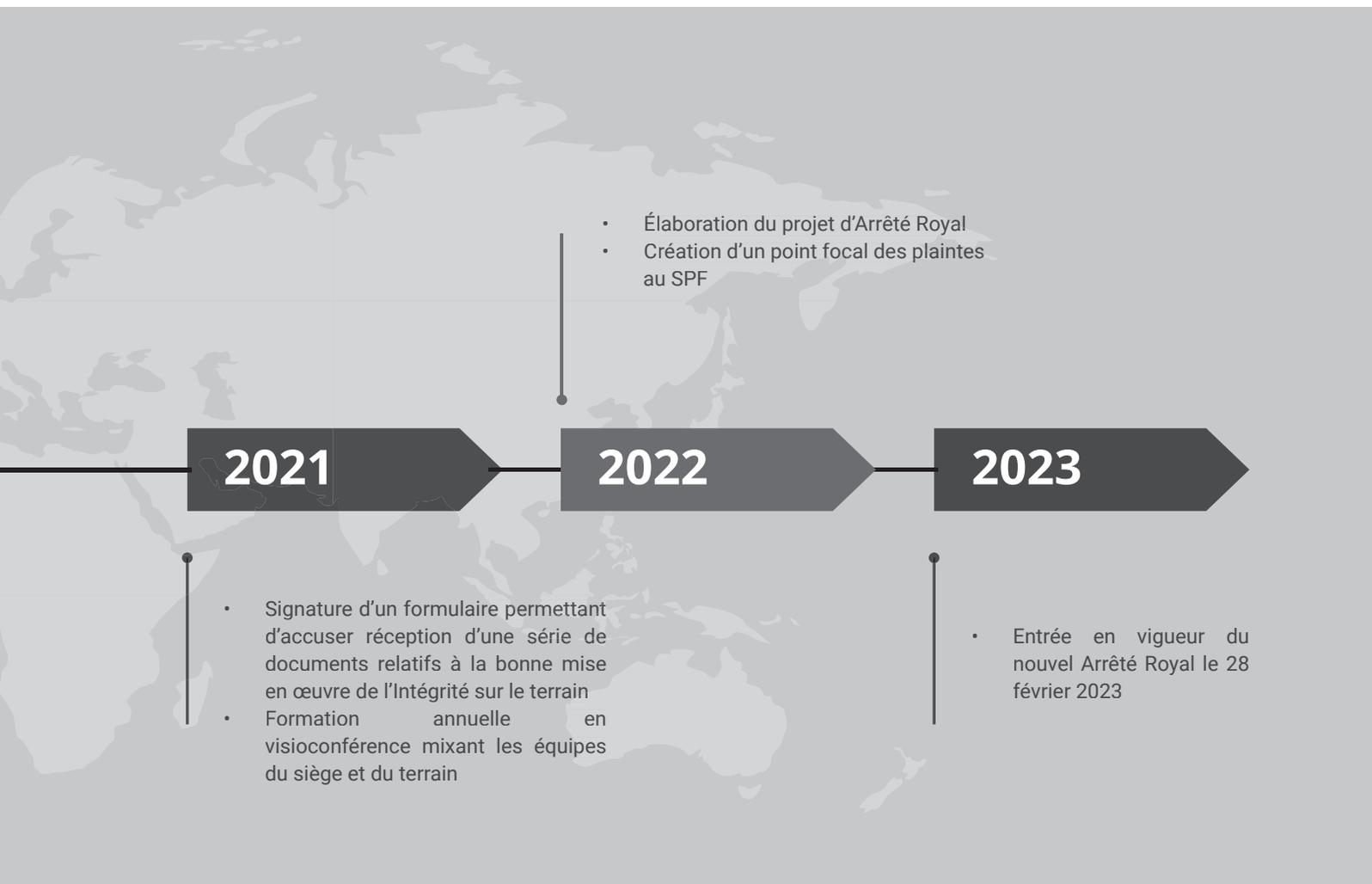
RAPPORT ANNUEL 2024

Nombre de cas remontés : 1

Nombre de cas considérés comme recevables : 1

Nombre de cas clôturés : 1

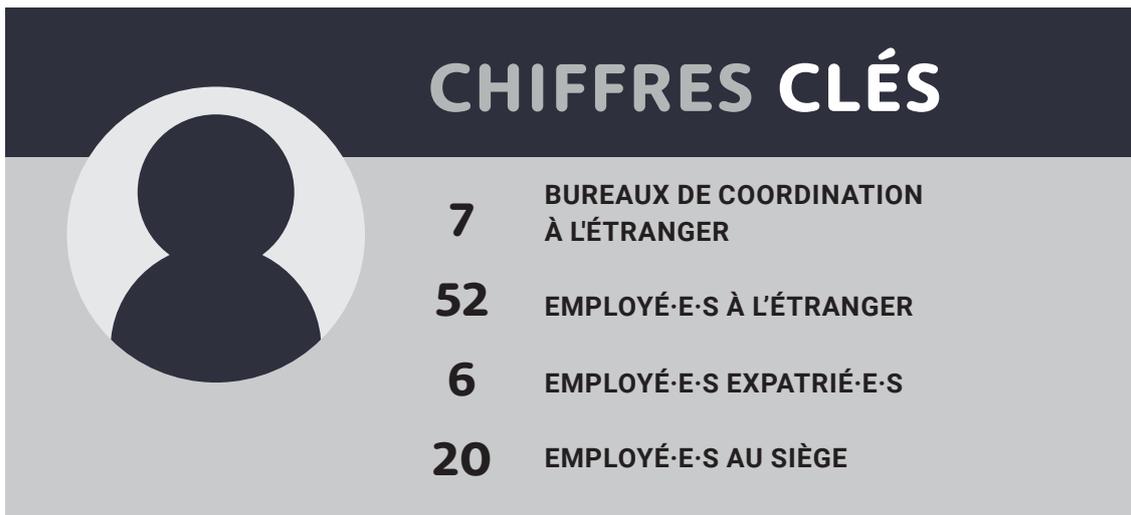
Nombre de cas identifiés comme un problème d'intégrité : 1



**POINT DE CONTACT CENTRAL POUR LE
SIGNALEMENT D'ABUS DANS LA COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT**



L'APEFE EN CHIFFRES



Depuis le 30 avril 2017, l'APEFE se doit de publier en ligne ses projets sur le site « International Aid Transparency Initiative » (IATI). C'est une obligation qui a été imposée par l'Arrêté Royal pour toutes les organisations travaillant dans la coopération technique au développement.

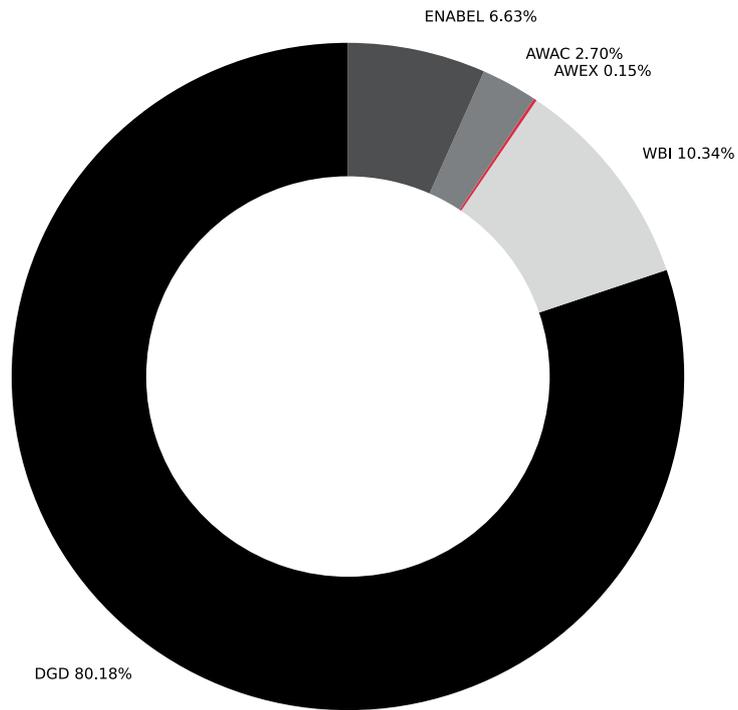
IATI est un registre de données sur les activités de coopération au développement, destinée à être utilisée par l'ensemble des organisations en développement, y compris les donateurs gouvernementaux, les organisations du secteur privé et les ONG internationales.

Pour consulter les projets de l'APEFE, vous pouvez vous connecter soit directement sur le site d'IATI (www.iatiregistry.org) soit via le site : www.d-portal.org

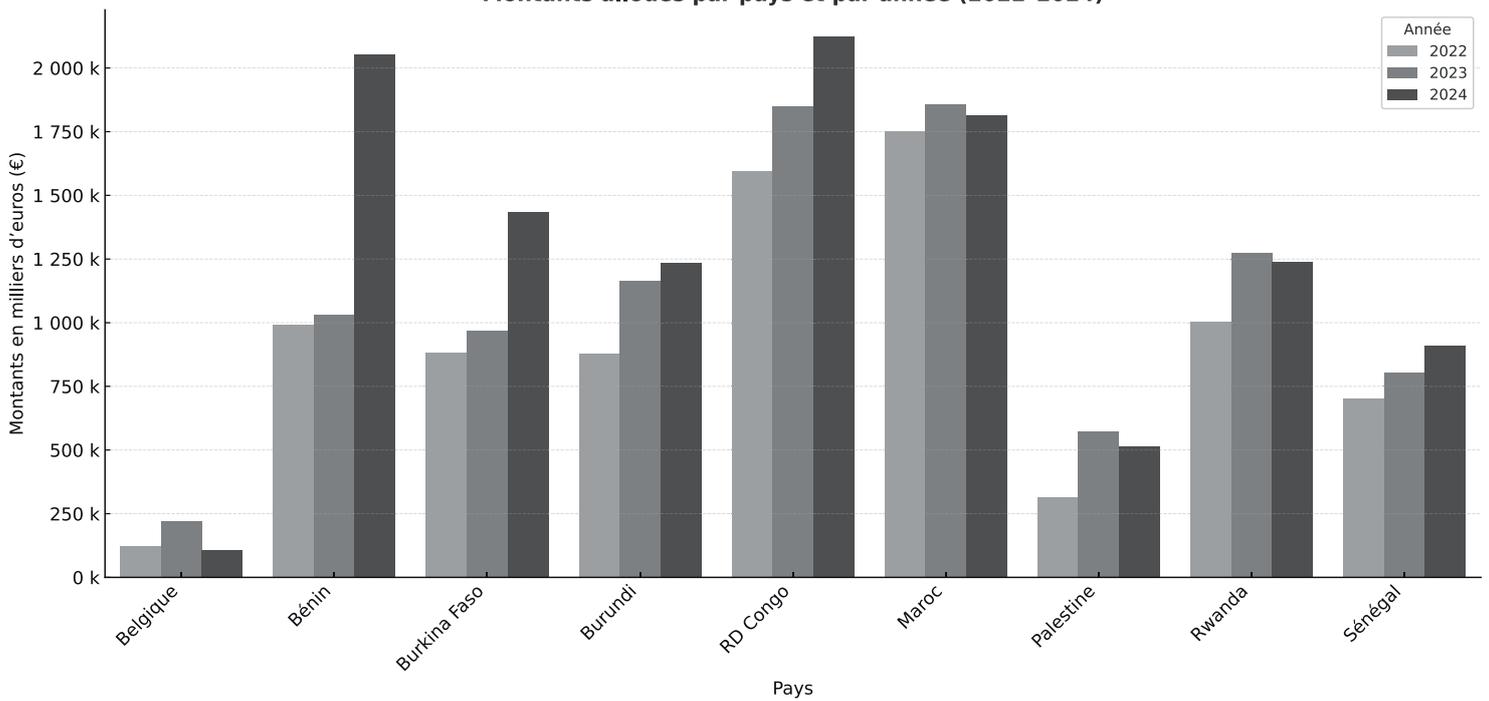
Le site d-portal fournit les informations par pays ou par éditeur sur les activités de développement et les budgets publiés dans le cadre de l'IATI. Pour chaque éditeur, on y trouve la liste des projets actifs, la localisation des projets en cours, la répartition par secteurs d'activités et bien d'autres informations.



**RÉPARTITION
DES SUBSIDES 2024
TOUS FINANCEMENTS
CONFONDUS**



Montants alloués par pays et par année (2022-2024)





Environnement et Climat



Bénin

Les Femmes Entreprennent pour le Climat

Promouvoir les solutions énergétiques renouvelables adaptées au contexte local, par le renforcement et l'appui à l'émergence d'une offre d'entreprises locales féminines spécialisées dans ce secteur.



Biba ADAM

Transformatrice de soja et membre du groupement Ando Bounoudéri de Guessou-Sud, à Bembèrèkè

“

J'ai bénéficié d'une formation sur la construction des foyers améliorés. Depuis que mon groupement m'a construit un foyer, ma consommation de bois a diminué pour la préparation du soja. En plus, la cuisson est plus rapide et je ne rencontre plus de problèmes liés aux appels de feu : la flamme reste stable, quelle que soit l'intensité du vent. Les autres femmes du village qui exercent la même activité que moi ont montré un grand intérêt pour ce type de foyer et ont demandé au groupement d'en construire pour elles aussi. Je prévois maintenant de remplacer les autres foyers de ma maison par des foyers trois pierres améliorés, adaptés à toutes les tailles de marmites. Ce foyer allège vraiment notre travail en tant que femmes, tout en contribuant à la protection de l'environnement.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires du projet sont divers et incluent plusieurs acteurs clés. D'une part, les populations urbaines et rurales des communes des départements de l'Atacora, de l'Alibori et du Borgou bénéficieront d'un meilleur accès à des entreprises proposant des biens et services en énergies renouvelables et vertes. D'autre part, les entreprises féminines, qu'elles soient des structures individuelles, associatives, coopératives ou des groupements d'intérêt économique, verront leurs capacités de gestion et de production renforcées dans ce domaine.

Le projet soutient également les institutions publiques et les Structures d'appui à l'Entrepreneuriat qui seront équipés en panneaux solaires ainsi que les ménages en foyers améliorés. Enfin, les Structures d'appui à l'Entrepreneuriat bénéficieront d'un accompagnement spécifique dans leur processus d'agrément.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Au premier semestre du projet (juillet-décembre 2024), plusieurs actions ont été menées pour renforcer son déploiement. Un comité d'accompagnement de lancement a présenté le projet aux partenaires et parties prenantes. Une étude de marché à N'Dali, Bembèrèkè et Tchaourou a permis d'élaborer une stratégie de diffusion des foyers améliorés et des biocombustibles, tandis que des missions de prospection ont été conduites dans les quatre départements ciblés.

Ces missions ont abouti à l'identification, au diagnostic et à la sélection de 35 entreprises féminines souhaitant intégrer des solutions solaires et des foyers améliorés. Par ailleurs, 250 femmes et 10 hommes ont été formés aux techniques de production, d'entretien et d'utilisation de ces foyers.

En complément, les animateurs et des bénéficiaires des communes ciblées ont reçu une formation sur l'animation des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC). Le processus de sélection des structures d'accompagnement a été lancé, et un suivi régulier des activités a été assuré, notamment via les réunions fréquentes de l'Unité de Gestion du Projet (UGP).

250
Femmes

et **10** hommes membres de **15** entreprises féminines formés à la fabrication et la diffusion des foyers améliorés

20
Entreprises

locales féminines diagnostiquées sur le volet diffusion ou utilisation productive de l'énergie solaire à Tanguiéta, Toucountouna et Natitingou

14
Structures

d'appui à l'entrepreneuriat (SAE) pré-identifiées dont les dossiers sont en cours de réception pour étude en vue d'accompagnement

2
Plans

d'accompagnement des entreprises féminines élaborés

15
Entreprises

féminines dotées en matériels pour la diffusion des foyers améliorés

Contact

David GAQUERE - Administrateur de programmes
Bureau APEFE - Wallonie Bruxelles
Lot H2 Les Cocotiers / Q. Haie Vive
01 BP 3589 Cotonou
☎ (00229) 99-25-86-52
f APEFE.Benin
in APEFE-Benin

Burkina Faso

IGMVSS : Projet de Restauration des
Écosystèmes de la région du Plateau Central



L'objectif de ce programme est d'améliorer, d'ici 2026, la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les revenus des hommes et des femmes des communes de Boussé, Niou, Toéghin et Laye (région du Plateau central), tout en contribuant à inverser la tendance à la dégradation des terres.



“



Siaka BARRO

Haut-commissaire de la province du
Kourwéogo

Le Projet de Restauration des Écosystèmes dans la région du Plateau central (PRE-PCL) est une réponse concrète aux défis de la dégradation des terres et du changement climatique. Grâce à la diffusion de bonnes pratiques de gestion durable des terres et à l'appui aux activités génératrices de revenus, ce projet transforme de façon significative les localités de Boussé, Laye, Niou et Toéghin. Nous sommes témoins du changement progressif opéré par ce projet sur nos terres mais aussi sur les conditions de vie des ménages. J'invite tous les acteurs locaux à soutenir ces initiatives pour bâtir un avenir plus résilient pour nos communautés.

”

LES BÉNÉFICIAIRES

Le programme vient en appui institutionnel au Ministère en charge de l'Environnement. Les bénéficiaires sont :

- ◇ les cadres et agents de la Coordination Nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel ;
- ◇ les services déconcentrés en charge de l'environnement de la province du Kourwéogo et des communes d'intervention (Boussé, Laye, Niou, Toéghin) ;
- ◇ les services déconcentrés en charge de l'agriculture et de l'élevage de la région du Plateau Central ;
- ◇ les collectivités territoriales conseil régional du Plateau Central et les communes de Boussé, Laye Niou et Toéghin ;
- ◇ les chercheurs du Conseil Scientifique et Technique de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel ;
- ◇ les populations des communes de Boussé, Laye Niou et Toéghin.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Plusieurs actions ont été mises en place pour renforcer la résilience des populations et restaurer les terres dégradées. Des producteurs ont été formés aux techniques de récupération manuelle des terres, notamment le zai, la demi-lune, la régénération naturelle assistée et la mise en défens.

En matière de restauration des terres, des techniques manuelles et mécaniques ont été mises en œuvre pour récupérer les sols dégradés. Par ailleurs, la diffusion des Foyers Trois Pierres Améliorés a contribué à limiter la déforestation et à améliorer l'efficacité énergétique.

Pour améliorer les revenus des populations, des jardins nutritifs ont été créés et mis en production au profit des groupements de femmes. Les associations de pépiniéristes ont été accompagnées dans la production de plants, et les apiculteurs ont bénéficié de soutien pour la commercialisation du miel.

Dans le domaine de la gouvernance, des efforts ont été déployés pour améliorer la planification stratégique. La Stratégie et Plan d'Action (SPA) 2025-2029 de l'IGMVSS a été affinée, et les documents portant mise en place du Conseil Scientifique et Technique (CST) de l'IGMVSS ont été finalisés.

802
Producteurs.trices

formé.e.s aux techniques de récupération manuelle des terres

787
ha

de terres agricoles sous techniques de récupération manuelle de terres (zai, RNA, demi-lunes) et **12 ha** de terres dégradées sous Mises en Défens (MED)

237
ha

de terres dénudées récupérées mécaniquement à la Charrue Delphino et **60 000** plants produits et mis en terre dans les zones récupérées

10.093
Foyers

Trois Pierres Améliorés (F3PA) construits et utilisés par **3 281** ménages

4
Jardins nutritifs

équipés de forages à exhaure solaire d'une superficie de **01 ha** chacun mis en place au profit des femmes.

Contact

Yacouba OUEDRAOGO - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles, 01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso
☎ +226 71 81 02 39 (mob) / +226 25 33 05 58 (fixe)
✉ y.ouedraogo@apefe.org / bureau.ouagadougou@apefe.org
📍 APEFE Burkina Faso

Burkina Faso

Appui au système de suivi-évaluation de l'IGMVSS et aux communes pour la mobilisation de fonds en matière de gestion durable des ressources naturelles.



Ce programme a comme objectif de contribuer à la lutte contre la désertification et les conséquences des changements climatiques, à travers le partage d'informations entre les acteurs de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel, ainsi que l'appui aux collectivités pour la mobilisation des ressources financières.



Moïse SIA

Colonel des Eaux et Forêts, Directeur Régional en charge de l'Environnement du Centre-Nord

“

La formation en gestion durable des ressources naturelles a permis aux participants de renforcer leurs connaissances sur les thématiques développées. Les connaissances acquises seront partagées avec nos agents et au sein du réseau des professionnels du secteur afin de sensibiliser davantage les populations. Des émissions radiophoniques pourraient être organisées afin de diffuser encore plus largement l'information.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Le Projet vient en appui au système de suivi-évaluation de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel au Burkina Faso.

Les bénéficiaires sont :

- ◇ Le personnel de la Coordination Nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (CN-IGMVSS) ;
- ◇ Les services déconcentrés du secteur rural (Environnement, Elevage, Agriculture) des trois régions prioritaires de la Grande Muraille Verte (Centre-Est, Centre-Nord, Plateau-Central) ;
- ◇ Les collectivités territoriales des 13 communes d'intervention (Andemtenga, Kando, Koupéla, Pouytenga, Absouya, Kogho, Méguet, Salogo, Pibaoré, Ziga, Boala, Boulsa et Dargo) ;
- ◇ Les ONG locales intervenant dans la gestion durable des ressources naturelles des 13 communes ;
- ◇ Les partenaires stratégiques de l'IGMVSS



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Dans le cadre de l'amélioration du système de suivi-évaluation de l'IGMVSS, les services techniques déconcentrés de l'Environnement ont été équipés en matériel informatique et outils pour la collecte mobile, le traitement et l'analyse des données. Des formations ont été dispensées aux agents de ces services sur l'utilisation de ces outils.

Le projet a renforcé les capacités des services techniques déconcentrés du secteur rural, des collectivités territoriales et des ONG locales sur le changement climatique et le genre, abordant l'intégration du genre dans la gestion durable des terres, les impacts du changement climatique, et partageant des bonnes pratiques de gestion durable des terres issues de la sous-région.

Pour faciliter la mobilisation de ressources pour la protection de l'environnement, des formations ont été dispensées aux acteurs opérationnels du secteur rural et aux responsables communaux sur l'élaboration de projets éligibles à des financements pour la gestion des ressources naturelles et du changement climatique, y compris les procédures des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Le personnel de l'IGMVSS a également été formé à l'élaboration de projets structurants éligibles aux fonds climat.

11
Sessions

de formation tenues au profit des agents communaux et des services techniques déconcentrés du secteur rural

580
Acteurs

formés sur des thèmes en lien avec la gestion durable des ressources naturelles, le genre et la mobilisation des financements orientés vers la gestion des ressources naturelles et le climat

07
Kits

de matériels (ordinateurs, disques durs, GPS et tablettes) remis aux services techniques déconcentrés de l'Environnement pour l'amélioration du système de suivi-évaluation de l'Initiative de la Grande Muraille Verte

1
Plan

de formation des communes en matière de gestion des ressources naturelles et changement climatique élaboré

13
Communes

formées à l'élaboration de projets en matière de gestion durable des ressources naturelles et de lutte contre le changement climatique

Contact

Yacouba OUEDRAOGO - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles, 01 BP 6625 Ouagadougou 01
Burkina Faso
☎ +226 71 81 02 39 (mob) / +226 25 33 05 58 (fixe)
✉ y.ouedraogo@apefe.org / bureau.ouagadougou@apefe.org
📍 APEFE Burkina Faso

Burkina Faso

Coopérer pour le climat

L'objectif de ce programme est d'accroître la capacité de séquestration du carbone des terres affectées par la dégradation à travers la réalisation de mises en défens (MED), et de protéger les berges du barrage de Ziga contre les effets du changement climatique et les dégradations d'origine humaine.



Serge Tounougrenoma ZOUBGA
Chargé de Programme à l'Association
tiipaalga

“

Ce projet a permis la mise en défens de près de 15 ha de terres sur 5 sites clôturés, la formation et l'équipement des ménages bénéficiaires pour un aménagement, une exploitation et une gestion durable des ressources naturelles des sites. Grâce au financement de l'AWAC, il y aura à moyen terme des forêts villageoises familiales qui contribueront à promouvoir un modèle de restauration des terres et des forêts. J'exprime au nom du Directeur Exécutif de tiipaalga mes remerciements à l'AWAC, l'APEFE et ses partenaires, pour cet appui qui renforce les capacités stratégiques de tiipaalga et bonifie sa contribution à la réalisation des objectifs de la Grande Muraille Verte.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de ce programme incluent les ménages directement concernés par les Mises En Défens, ainsi que les populations des dix villages bénéficiaires de cette initiative. S'y ajoutent les pépiniéristes des trois communes situées aux abords du barrage de Ziga, ainsi que les populations de 23 villages riverains de ce barrage. Enfin, les habitants des communes de Ouagadougou, Ziniaré, Pabré et Loumbila, approvisionnés en eau potable grâce au barrage de Ziga, bénéficient également des retombées du programme.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Les Mises en Défens (MED) visent à restaurer des terres dégradées par la création de forêts villageoises gérées durablement par les ménages. La mise en place des MED a commencé par l'information et la sensibilisation des communautés sur l'aménagement et la gestion durable des terres. En 2024, cinq MED ont été créées dans cinq villages du Plateau Central. Les ménages bénéficiaires ont été formés à l'agroforesterie et à la gestion des ressources naturelles, et ont reçu des kits pour l'apiculture, la fauche et la conservation du fourrage. Ils ont aussi été soutenus dans l'élaboration de leurs Plans d'Aménagement et de Gestion pour adopter des pratiques agro-sylvo-pastorales durables.

Dans le cadre de la protection des berges du barrage de Ziga, les autorités administratives, religieuses et coutumières ainsi que les populations riveraines ont été sensibilisées à la nécessité de préserver et végétaliser les berges. Les populations bénéficiaires ont ensuite été formées à la plantation d'arbres épineux et fruitiers. Ces actions ont permis de planter des épineux et des arbres fruitiers pour protéger et valoriser 5 km le long des berges du barrage de Ziga.

14,66
ha

de terres dégradées mises en défens dans 5 villages

10
Ménages

bénéficiaires équipés en matériel apicole et fauche et conservation du fourrage

1.606
Personnes

(autorités administratives, religieuses et coutumières, populations riveraines) sensibilisées sur la protection et la végétalisation des berges du barrage

5
km

de haie vive délimitant les berges du barrage de Ziga réalisés avec **27.500** épineux

20
ha

d'arbres fruitiers (5.200 pieds) plantés le long de la bande de servitude du barrage de Ziga

Contact

Yacouba OUEDRAOGO - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles, 01 BP 6625 Ouagadougou 01
Burkina Faso
☎ +226 71 81 02 39 (mob) / +226 25 33 05 58 (fixe)
✉ y.ouedraogo@apefe.org / bureau.ouagadougou@apefe.org
📍 APEFE Burkina Faso

Burundi

PADI : Programme d'Appui au Développement de l'Irrigation dans la province de Kirundo



L'objectif de ce programme est qu'en 2026, environ 3 000 ménages exploitant les marais et les bassins versants de Muhembuzi et de Ndurumu dans la province de Kirundo aient amélioré leur production et leur productivité agricole. Cette démarche intégrera les ménages les plus vulnérables et portera une attention particulière aux questions de genre, à la préservation de l'environnement ainsi qu'au respect des normes de travail décent, garantissant ainsi un développement agricole durable et inclusif.



Jean Nepomucene
producteur à Muhembuzi

“

Avant, obtenir de l'eau était un véritable défi. Je devais venir entre minuit et une heure du matin, attendre que la réserve se remplisse et souvent faire face à des disputes pour savoir qui y accède en premier. Chaque jour était une lutte. Aujourd'hui, tout cela appartient au passé. Grâce aux infrastructures mises en place par le programme PADI dans les marais de Muhembuzi, l'eau est répartie équitablement, et nous n'avons plus à nous battre pour y accéder. Cette amélioration a simplifié nos vies, renforcé l'entente dans notre communauté et augmenté la production de Riz.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de ce programme sont les producteurs et productrices des marais de Muhembuzi et de Ndurumu ainsi que de leurs bassins versants, situés dans la province de Kirundo. Le propriétaire type est un d'une exploitation agricole familiale dans le marais et/ou le bassin versant du marais, membre d'une coopérative agricole du marais et membre d'une Association d'Usagers de l'Eau du marais.

Ces exploitants figurent parmi les populations les plus pauvres du Burundi et sont fortement affectés par les effets des changements climatiques. Cependant, les exploitations familiales génèrent des revenus qui sont dépensés dans les communautés rurales et qui stimulent l'économie locale, ce qui contribue aussi à assurer la paix et la sécurité.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024

Le Programme d'Appui au Développement de l'Irrigation (PADI) est mis en œuvre conjointement par le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (MINEAGRIE), l'ONG Burundaise « Conseil pour le Développement et l'Éducation (COPEP) » et l'APEFE. Pour l'année 2024, les activités suivantes ont été réalisées :

- En 2023, le marais de Muhembuzi de 172.5 ha avait été aménagé. En 2024, le marais de Ndurumu d'une superficie 140 ha est en cours d'aménagement. Les travaux doivent se terminer en février 2025.
- Sur le marais de Muhembuzi, une coopérative agricole de 497 membres a été mise en place. Le comité exécutif d'une seconde coopérative de 165 membres a été formé sur la gestion coopérative et administrative. L'Association des Usagers de l'Eau du marais (3.322 membres) a été formée sur la gestion de l'eau et l'entretien des ouvrages hydro agricoles.
- La Direction du Génie Rural, de l'Irrigation et du Développement des Serres du MINEAGRIE et le Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'élevage de Kirundo ont été dotés en équipements informatique, technique et matériel roulant. La mise en œuvre du plan de renforcement des capacités de ces deux structures a débuté.

140
ha

de marais en cours d'aménagement à Ndurumu

1
Association

d'Usagers de l'Eau formée sur la gestion de l'Eau et l'entretien des ouvrages hydroagricoles

1
Coopérative

agricole formée sur les outils comptables et de gestion

1
Coopérative

agricole mise en place et opérationnelle

1
Comité

de gestion des conflits mis en place et opérationnel

Contact

Didier WOIRIN - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/WBI à Bujumbura - Burundi
52, Boulevard MWEZI GISABO (Route RUMONGE), Kinindo
☎ +257 22 24 6709 / +257 22 24 67 10
✉ d.woirin@apefe.org
📘 APEFE.Burundi

Burundi

Appui aux communautés pour l'aménagement des bassins versants des marais de Muhembuzi et de Ndurumu dans la province de Kirundo



Limiter les Pertes et Préjudices liés aux phénomènes climatiques extrêmes sur les populations et les infrastructures des bassins versants de Ndurumu et de Muhembuzi par une approche bassin versant.



BANYANKIDAGIYE Joselyne
Productrice à Ndurumu

“

Au début, quand nous avons commencé à creuser ces fossés, tout le monde n'était pas d'accord. Certains les ont recouverts, doutant de leur utilité, tandis que d'autres ont choisi de les adopter. Mais avec le temps, en voyant les bénéfiques pour ceux qui avaient conservé les fossés, même les sceptiques ont fini par comprendre leur importance. Aujourd'hui, ma récolte a considérablement augmenté. Avec les revenus de mes haricots, de mon maïs et de mon riz, je prévois d'acheter des chèvres à élever. Ces chèvres me fourniront du fumier pour enrichir mes champs, et mes revenus me permettront de payer facilement les frais scolaires de mon enfant.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de ce programme sont 750 producteurs et productrices agricoles des marais et des bassins versants de Muhembuzi et Ndurumu. Particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques, ils font face à une augmentation de la fréquence des pluies diluviennes, entraînant une érosion accrue des sols, des pertes considérables sur les cultures ainsi que des dommages aux infrastructures agricoles et hydroagricoles. Cette situation fragilise non seulement leur production, mais aussi leurs moyens de subsistance, rendant indispensable la mise en place de mesures adaptées pour renforcer leur résilience face aux aléas climatiques.



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-2-BI

424
ha

de bassins versants aménagés

354
km

de fossés antiérosifs creusés par
les populations locales

6.270
Ménages

touchés dont 1106 femmes et 5164
hommes

1.122.410
Boutures

d'herbes fixatrices plantées

5.750
Plants

fruitiers plantés

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Le projet « Appui aux communautés pour l'aménagement des bassins versants des marais de Muhembuzi et de Ndurumu dans la province de Kirundo – Burundi » est un nouveau projet de l'APEFE qui a débuté ses activités en juillet 2024. Il s'intègre dans les Financements Climatiques Internationaux de Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) et dans le programme PADI et est mis en œuvre par l'APEFE en collaboration avec le MINEAGRIE et l'ONG burundaise COPED. Il vise à protéger les terres agricoles et les infrastructures hydroagricoles mises en place dans le cadre du PADI contre les pertes et préjudices liés au changement climatique par des solutions basées sur la nature. Les principales activités réalisées au cours des 6 derniers mois de l'année 2024 ont été :

- La sensibilisation des producteurs sur l'importance de la lutte contre l'érosion des sols ;
- Le creusement de fossés antiérosifs ;
- La végétalisation des fossés antiérosifs par des herbes fixatrices, des arbres agroforestiers, fourragers et fruitiers. La végétalisation des fossés antiérosifs permet d'assurer la durabilité des fossés mais également d'assurer de nouveaux revenus aux producteurs : fourrage pour les animaux (herbes fixatrices et arbres fourragers) et fruits pouvant être consommés ou vendus ;

Contact

Didier WOIRIN - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/WBI à Bujumbura - Burundi
52, Boulevard MWEZI GISABO (Route RUMONGE), Kinindo
☎ +257 22 24 6709 / +257 22 24 67 10
✉ d.woirin@apefe.org
📘 APEFE.Burundi

RDC

MBIZIAKI : Programme d'appui au développement d'une filière poisson performante, inclusive et durable dans la province du Kongo-Central



Améliorer la production et les revenus des producteurs piscicoles et autres acteurs de la filière « poisson » dans la province du Kongo-Central tout en assurant l'égalité d'accès aux intrants, aux services financiers, à la transformation et à la commercialisation.



Rachel LIKOKA
Entreprise MORACHO

“

Mon entreprise, MORACHO, exprime sa profonde gratitude envers le programme Mbiziaku pour son soutien inestimable. Grâce à son appui, nous avons dépassé nos objectifs de croissance en 2024, modernisé notre équipement et optimisé notre gestion. Son suivi-conseil a été clé dans notre succès, et nous saluons son engagement envers les jeunes entrepreneurs. Nous sommes impatients de poursuivre cette collaboration fructueuse.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Afin de mettre en place une filière piscicole performante, inclusive et durable dans le Kongo Central, le programme appuie 850 acteurs piscicoles, dont près de 21 % sont des femmes. Tous ces acteurs piscicoles sont regroupés dans 45 organisations paysannes piscicoles et/ou dans 27 coopératives piscicoles.

En vue de pérenniser les acquis du programme dans la province, plus de 35 agents du Ministère de la Pêche et de l'Élevage ont été formés en techniques piscicoles et traitement des données. De plus, près de 23 agents recrutés par le programme, ont été engagés comme fonctionnaires publics, et sont impliqués dans l'exécution du programme, dans une perspective de continuité des activités à la fin de l'intervention de l'APEFE. Ainsi, la province bénéficie de la récolte et de l'enregistrement de données statistiques piscicoles, en plus du poisson frais et des alevins de qualité mis sur le marché.

Par ailleurs, il est à souligner que les effets du programme sur le milieu (dans le Kongo Central et d'autres provinces), sont perceptibles par la demande accrue de stages professionnels, scolaires et académiques, et par l'émergence de nombreux producteurs d'intrants piscicoles (alevins, aliments, etc.) et de producteurs de poissons marchands.




 BE-BCE_KBO-
 0415880570-
 prg2022-10-CD

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



En 2024, le programme a mené plusieurs activités majeures pour le développement de la filière piscicole. Des formations ont été dispensées aux bénéficiaires en techniques piscicoles, complétées par un appui en matériel aratoire, de conservation et en intrants. La production expérimentale de larves de mouches soldats noires (MSN) et la production d'alevins au CAP Mawunzi ont été poursuivies. L'accompagnement des porteurs de projets et le suivi des bénéficiaires ont été assurés en continu. Des coopératives piscicoles ont été mises en place et des journées poissons organisées pour promouvoir et commercialiser la production.

Par ailleurs, l'encadrement des agents du ministère en statistiques piscicoles, la sensibilisation à la masculinité positive et à l'intégration des femmes, ainsi que la collecte de données techniques et économiques ont renforcé les capacités du secteur. Enfin, cinq nouveaux points de vente ont été ouverts dans des territoires stratégiques.

3,6
ha

d'étangs ajoutés par les pisciculteurs grâce à l'appui du programme

850
Acteurs

piscicoles encadrés, dont **21** % de femmes

45
Associations

paysannes encadrées

53.863
\$ US

gagnés par les producteurs de poissons marchands en vendant du poisson frais

23,10
Tonnes

de poissons frais produits par les pisciculteurs

Contact

Michel LUNTUMBUE - Administrateur de programmes
 27 Avenue du Territoire Quartier Noki/ Mbanza-Ngungu/Kongo Central
 +243 981 998 806
 m.luntumbue@apefe.org
 APEFE.RDC

RDC

BUTAMU BWA DJEMBE : Programme d'appui au développement d'une filière maraîchage inclusive et performante pour une alimentation saine et de qualité pour tous



Améliorer la production et les revenus des producteurs piscicoles et autres acteurs de la filière « poisson » dans la province du Kongo-Central tout en assurant l'égalité d'accès aux intrants, aux services financiers, à la transformation et à la commercialisation.



Pierrot MWANZA
Association USAFI de la zone Likasi

“
Ça fait deux ans que j'évolue avec le programme APEFE. C'est grâce à APEFE que j'ai appris les techniques culturales des spéculations comme le poivron, le chou pommé et le piment sur 12,5 ares. Le maraîchage avec APEFE m'a permis de réaliser beaucoup de choses qui ont amélioré ma vie, comme construire ma maison en matériaux durables, scolariser mes enfants et équiper ma maison. En ce qui concerne l'objectif d'atteinte de six millions, j'ai pu le dépasser car je suis à ce jour à six millions et vingt mille francs congolais, soit deux mille cent cinquante mille dollars américains, grâce à quoi je suis en train d'électrifier ma maison. Ayant des difficultés liées à la disponibilité de fumier au vu des portions emblavées, je souhaite commencer un poulailler et une porcherie pour avoir du fumier.
”

ronne et élaboration de barèmes des prix des produits agri



LES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de ce programme sont issus de plusieurs catégories : les petits producteurs agricoles possédant une superficie moyenne de 5 ares, les associations de producteurs ayant une expérience minimale en maraîchage, y compris l'association des jeunes en situation de rue appuyés par Dynamo International, ainsi que les fermiers disposant de plus de 5 hectares et désireux d'améliorer leur production. Le programme s'adresse également aux entrepreneurs agricoles.

Les critères de sélection sont les mêmes pour toutes les catégories : être producteur agricole, résider à moins de 60 km de Lubumbashi ou de Likasi, et avoir la volonté d'apprendre et de se perfectionner dans leur domaine.



BE-BCE-KBO-
0415880570-
prg2022-11-CD

46
Nouvelles

associations de producteurs recrutées, qui sont en formation sur les dispositifs de plus de **5** ares dans les deux zones d'intervention

770
Nouveaux

producteurs formés en 2024 sur les bonnes pratiques de production des cultures maraîchères

79
Associations

de producteurs formés depuis le début du programme dans les deux zones

3.194,14
Tonnes

de légumes produits dans les champs individuels des bénéficiaires, toutes spéculations confondues sur **39,5** Hectares de cultures maraîchères dans les deux zones d'intervention.

1.807
Producteurs

formés depuis le début du programme en 2022 dont **900** hommes et **907** femmes.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



En 2024, le programme a recruté 46 nouvelles associations de producteurs dans les zones de Lubumbashi et Likasi, totalisant un effectif de 770 producteurs. Une formation pratique en maraîchage a été dispensée directement sur le terrain, couvrant toutes les étapes, du semis à la récolte.

Les membres des nouvelles associations ont également bénéficié d'un appui en semences maraîchères et de maïs, ainsi qu'en intrants et autres matériels agricoles.

Des journées "marché" ont été organisées à Kolwezi pour promouvoir la commercialisation des produits maraîchers. Le programme a aussi réhabilité le bureau du partenaire, l'Inspection provinciale de l'agriculture du Haut-Katanga, et redynamisé les activités de la coopérative des producteurs maraîchers du Haut-Katanga par l'adhésion de nouveaux membres. Enfin, la formation des entrepreneurs agricoles a commencé, avec 10 entreprises de Lubumbashi et 10 de Likasi concernées.

Contact

Jules Kodjo Mawuli ATCHOGLO
Bureau APEFE secteur agronomie
Avenue Beberou N° 3, Quartier Golf Météo 1
Lubumbashi, RDC
Central
☎ +243 97 100 96 54
✉ : km.atchoglo@apefe.org
📘 APEFE.RDC

Sénégal

NIOWAN SALOUM : Compensation des Pertes et dommages culturels, économiques et des écosystèmes générés par les changements climatiques dans la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum (RBDS)

L'objectif de ce programme est d'initier de manière significative et durable la compensation des pertes et dommages culturels, économiques et des écosystèmes générés par les changements climatiques dans la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum.



Boury Angélique Diouf

Assistante Technique

Division Gestion Littoral / Direction du Changement Climatique, de la Transition Ecologique et des Financements Verts / Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique (METE)

“

Le projet accompagne le METE dans sa politique de lutte contre le changement climatique. Il s'articule à la Stratégie Nationale de Gestion Intégrée des Zones Côtières et concourt au renforcement de la résilience des communautés côtières par le développement d'AGR, le renforcement de la protection côtière et la préservation de la biodiversité du Delta du Saloum.

Cet écosystème renferme un riche patrimoine culturel (amas coquilliers). Cependant, il est menacé par le changement climatique. Ce projet permettra de renforcer les connaissances sur une nouvelle thématique : les Pertes et Dommages.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Le projet bénéficie directement aux communautés locales des communes de Dionewar, Palmarin et Toubacouta, particulièrement touchées par la montée des eaux et les phénomènes météorologiques extrêmes. Il concerne également les Aires Marines Protégées de Sangomar et de Bamboung, ainsi que la Réserve Naturelle Communautaire de Palmarin. En parallèle, des Groupements d'Intérêt Économique (GIE) et des Organisations Communautaires de Base (OCB) des zones ciblées profiteront de formations et de renforcements visant à développer des Activités Génératrices de Revenus (AGR).



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



En 2024, nous avons mené plusieurs activités importantes, parmi lesquelles la co-construction du projet en collaboration avec l'ONG universitaire belge ULB-Coopération et l'association sénégalaise Nébédjay.

Cette dynamique partenariale s'est concrétisée par la signature d'une convention formalisant notre engagement commun. Bien que le programme n'ait effectivement démarré qu'en octobre 2024, un atelier de lancement a réuni l'ensemble des parties prenantes — autorités locales et administratives, services techniques, comités de gestion des Aires Marines Protégées (AMP), société civile, Groupements d'Intérêt Économique (GIE) de femmes, structures hôtelières et guides touristiques — afin de poser les bases d'une action concertée. Par ailleurs, des activités de sensibilisation sur les causes anthropiques et les conséquences du changement climatique ont été menées dans les écoles de la zone d'intervention.

Enfin, une cartographie et un diagnostic organisationnel des GIE actifs sur le territoire ont permis d'affiner notre compréhension des dynamiques locales et d'orienter les actions futures.

3
Partenaires

de mise en œuvre

1
Chargé

de projets Climat recruté au Sénégal

4
Animateurs /
formateurs

opérationnels

600.000
€uros

budget du projet

151
Personnes

présentes à l'atelier de lancement du projet

Contact

Françoise DAXHELET - Administratrice de Programmes
APEFE – Délégation générale Wallonie-Bruxelles
Fann Résidence Mermoz Rue FN 11, Villa Bayt Arrahman
BP 6279
Dakar – SENEGAL
☎ +221 33 849 29 70 / +221 77 612 60 29



Santé et Réadaptation



Burkina Faso

PRC - MPR : Programme de Renforcement des Capacités en Médecine Physique et Réadaptation



L'objectif du programme est qu'en 2026, les personnes en situation d'incapacité ou de handicap physique au Burkina Faso, en particulier les femmes, gagnent en autonomie fonctionnelle grâce à une meilleure couverture géographique et financière des soins de réadaptation de qualité.



Dr Olivia M. A. A. OUEDRAOGO MD,
MPH

Directrice de la Prévention et du Contrôle
des Maladies non Transmissibles

“

La Médecine Physique et Réadaptation reste un chantier au Burkina Faso qui nécessite des efforts soutenus du fait des nombreux besoins en réadaptation des maladies chroniques. Le développement de la kinésithérapie et l'intégration des soins de réadaptation dans les soins de santé primaires restent donc une priorité de la DPCM et de ce fait nous apprécions beaucoup l'appui de l'APEFE dans le cadre du PRC-MPR. Nous souhaitons maintenant que l'APEFE s'intéresse aux autres disciplines connexes de la réadaptation.

”

LES BÉNÉFICIAIRES

Le programme cible les victimes d'un handicap ou d'une incapacité physique nécessitant une réadaptation pour pouvoir fonctionner de manière optimale et reprendre leurs activités professionnelles, familiales et sociales. Il s'adresse notamment aux victimes de traumatismes liés aux accidents de la route, aux adultes touchés par des accidents vasculaires cérébraux, conséquence de l'hypertension artérielle, ainsi qu'aux personnes souffrant d'affections rhumatologiques, comme les douleurs dorsales. Il concerne aussi les enfants atteints d'infirmité motrice d'origine cérébrale après des accouchements difficiles, les femmes souffrant d'incontinence urinaire après plusieurs grossesses, et toutes les autres formes d'incapacités physiques.



BE BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-2-BF

5
Nouveaux

services de kinésithérapie équipés au sein des CHR de Dédougou, Fada, Gaoua, Kaya, Manga

4
Réseaux

des mutuelles de santé accompagnés en vue de l'intégration des soins de MPR dans les prestations offertes

1
er

docteur en kinésithérapie (PhD) formé à la Faculté des Sciences de la Motricité de l'UCLouvain

21
Kinésithérapeutes

kinésithérapeutes de la première promotion formés à la FFK / ENSP

3
Bourses

bourses de formation de niveau Master II à l'UCLouvain octroyées à 3 kinésithérapeutes du Burkina Faso

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Le Burkina Faso a accueilli son premier docteur en kinésithérapie, diplômé de la Faculté des Sciences de la Motricité de l'UCLouvain et trois kinésithérapeutes ont bénéficié d'une bourse de formation de niveau Master II à l'UCLouvain.

Dans un effort pour améliorer la qualité et l'accessibilité des soins, dix services de MPR ont bénéficié de l'implémentation du référentiel qualité en collaboration avec la direction de la qualité des soins et de la sécurité des patients. Par ailleurs, cinq nouveaux Centres Hospitaliers Régionaux (Dédougou, Fada, Gaoua, Manga, Kaya) ont été dotés d'équipements nécessaires pour l'ouverture de services de kinésithérapie, afin de renforcer l'accès aux soins pour la population.

En outre le processus d'intégration des soins de MPR dans les prestations des mutuelles de santé conduit en collaboration avec l'ONG nationale ASMADE dans les régions du Centre (Ouaga), le Centre-Est (Tenkodogo), du Nord (Ouahigouya) et du Plateau-Central (Ziniaré) va améliorer l'accessibilité financière aux soins de MPR.

Enfin, pour renforcer les capacités opérationnelles de l'unité de gestion du PRC-MPR, un bureau et une salle polyvalente ont été réfectionnés et mis à la disposition du PRC-MPR.

Contact

Yacouba OUEDRAOGO - Administrateur de programmes
Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles, 01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso
☎ +226 71 81 02 39 (mob) / +226 25 33 05 58 (fixe)
✉ y.ouedraogo@apefe.org / bureau.ouagadougou@apefe.org
📱 APEFE Burkina Faso
📘 APEFE Burkina Faso



Burundi

PAD-MPR : Programme d'Appui au Développement de la Médecine Physique et Réadaptation



Améliorer l'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'un handicap ou d'une incapacité fonctionnelle, en se focalisant sur l'appui à la gouvernance du sous-secteur, la formation des acteurs de la réadaptation, l'appui à dix centres et services de réadaptation et le développement de l'information sanitaire, cela avec une attention particulière pour l'environnement et les personnes plus vulnérables (Personnes handicapées, femmes, indigents).



Antonya Gloria Kijiramugabe
Stagiaire de RDC au CNRKR de Bujumbura

“

Je suis en 1ère année de kinésithérapie à l'Institut supérieur des techniques médicales de Bukavu (RDC). Nous avons reçu les cours d'enseignants burundais venus en mission de l'école de kinésithérapie de Bujumbura. Avec d'autres étudiants congolais nous avons alors souhaité venir au Burundi pour un stage pratique au Centre National de Référence en Kinésithérapie et Réadaptation. Je suis impressionnée par l'organisation du CNRKR et la qualité des soins. Découvrir concrètement ces soins et y participer est une précieuse source d'apprentissage. J'espère ramener ce savoir à Bukavu et encourager la création d'un centre similaire chez nous.

”

LES BÉNÉFICIAIRES

Le programme cible les victimes d'un handicap ou d'une incapacité physique nécessitant une réadaptation pour pouvoir fonctionner de manière optimale et reprendre leurs activités professionnelles, familiales et sociales. Il s'adresse notamment aux victimes de traumatismes liés aux accidents de la route, aux adultes touchés par des accidents vasculaires cérébraux, conséquence de l'hypertension artérielle, qui touche actuellement un quart de la population active au Burundi, ainsi qu'aux personnes souffrant d'affections rhumatologiques, comme les douleurs dorsales. Il concerne aussi les enfants atteints d'infirmité motrice d'origine cérébrale après des accouchements difficiles, les femmes souffrant d'incontinence urinaire après plusieurs grossesses, et toutes les autres formes d'incapacités physiques.

Le bénéficiaire type est une personne de 30 ans, victime d'un accident de la route ayant entraîné une fracture de la jambe. Après l'opération, elle a besoin de réadaptation pour éviter l'installation de raideurs articulaires irréversibles. Elle travaille dans l'économie informelle (en ville) ou dans l'agriculture (en milieu rural) et a plusieurs enfants. La réadaptation est essentielle pour lui permettre de subvenir aux besoins de sa famille. Ne disposant d'aucune couverture d'assurance santé, elle nécessite également des mécanismes de subventionnement pour accéder aux soins.




 BE-BCE_
 KBO0415880570-
 PRG2022-1-BI

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Le plan stratégique 2023-2027 pour le développement de la réadaptation au Burundi, aligné sur la stratégie « Réadaptation 2030 » de l'OMS, a été officiellement lancé le 6 mars 2024. L'école de kinésithérapie (FFKR) de l'INSP de Bujumbura a produit, en avril 2024, sa troisième promotion de 19 kinésithérapeutes. Deux formations continues d'une semaine se sont tenues en avril et décembre 2024, portant sur la rééducation en périnéologie et la kinésithérapie de la douleur chronique. Ces formations ont rassemblé une quarantaine de jeunes kinésithérapeutes venus de tout le Burundi.

De plus, deux kinésithérapeutes burundais en formation de master à l'UCLouvain ont effectué une mission à la FFKR de l'INSP du 28 septembre au 8 octobre 2024, afin d'enseigner sept matières du programme d'études et de faire passer les examens. L'APEFE, ainsi que des représentants du Burundi, du Burkina Faso, du Bénin et de l'UCLouvain, ont participé au congrès « World Rehabilitation » (région Afrique) du 12 au 15 septembre à Cape Town, où les réalisations et la stratégie de réadaptation menées par l'APEFE en Afrique depuis plus de 20 ans ont été fortement remarquées.

Enfin, un grand atelier de restitution des évaluations-qualité des soins dans 28 centres et services de kinésithérapie du pays a eu lieu du 19 au 20 décembre 2024. Cet atelier a réuni les représentants de 40 institutions pratiquant la kinésithérapie à travers le Burundi.

3
Nouveaux

services de kinésithérapie ont été créés sur financement du programme: à l'école de kinésithérapie de l'INSP ainsi que dans les hôpitaux de District sanitaire de Kibumbu et de Matana.

48
Etablissements

de soins du Burundi proposent désormais des soins de kinésithérapie – réadaptation

3
Promotions

diplômées depuis la création de la FFKR en 2019 – soit **56** kinésithérapeutes (**17** femmes / **39** hommes)

146
Kinésithérapeutes

burundais recensés (**58** femmes / **88** hommes)

90
%

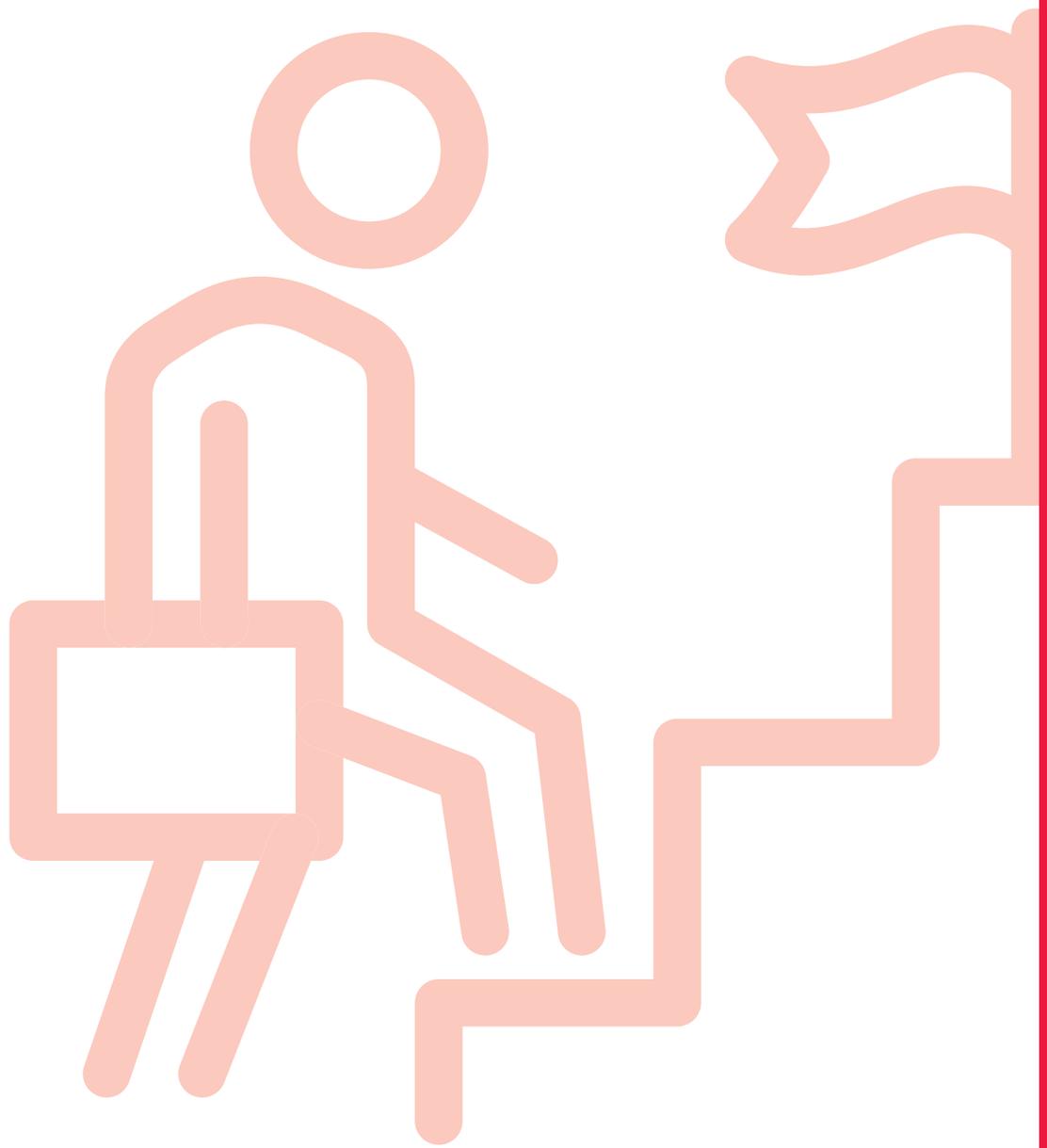
d'entre eux sont en activité : **117** au Burundi et **14** à l'étranger

Contact

Olivier JADIN - Administrateur de programme
 Bureau APEFE/WBI à Bujumbura - Burundi 52, Boulevard de l'Indépendance (Route RUMONGE), Kinindo
 ☎ +257 22 24 67 10 (fixe) +257 79 55 85 56 (mob)
 ✉ o.jadin@apefe.org
 📘 APEFE.Burundi
 📺 APEFE-Burundi



Inclusion Économique



Bénin

PAEFA : Programme d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin Artisanal



L'objectif de ce programme est de viabiliser un entrepreneuriat artisanal féminin — micro, petit ou moyen — qui soit durable, inclusif et générateur d'emplois décents, dans les principaux secteurs porteurs de croissance économique urbaine et rurale tels que l'agriculture, l'agroalimentaire, la culture, le tourisme, le numérique, l'énergie, l'eau et l'artisanat.



Nadjatou SAKA GNIRE

“

Je remercie APEFE pour cette remise de matériel qui vient nous soulager et faciliter le travail au sein de notre groupement qui promet d'en prendre soin. Les formations et le suivi dont nous avons bénéficié jusqu'ici nous ont aidé à améliorer notre fonctionnement et formalisé notre existence. Nous souhaitons que le programme continue pour nous aider à porter plus loin notre activité et trouver des marchés pour écouler les produits. J'ai une pensée pour les régions qui ne sont pas encore bénéficiaires du programme et on espère que d'autres femmes nous rejoindront bientôt.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

800 micros, petites et moyennes entreprises féminines artisanales dont au moins 30 % détiennent un ou des facteurs de vulnérabilité où subissent (i) des inégalités spatiales ; culturelles ; économiques et remplissant les critères non cumulatifs mais préférentiels suivants : (i) être une entreprise en activité au sens de la Loi n°2020 – 03, formelle ou informelle ou de type associatif; avoir pour objet social une activité artisanale dans un secteur éligible; (iii) être une entreprise féminine; et démontrer le potentiel économique et social.

60 agents ou cadres de l'ADPME/PTA Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE) - Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASMF) - Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-Bénin) - Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Bénin (CMAB) - Fédération des Femmes Entrepreneurs et Femmes d'Affaires du Bénin (FEFA) - Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) - Agence Nationale de Protection Sociale (ANPS) - Institut National de la Femme (INF) - Fonds de Développement de l'Artisanat (FDA).



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024

En 2024, l'APEFE a renforcé le soutien à l'ADPME via la PAEFA, en contribuant à la mise en service de la plateforme E-PME, en organisant une mission de Wallonie Entreprendre au Bénin, et une immersion de l'ADPME en Wallonie pour adapter le référentiel de services. Le programme a aussi soutenu le mois de l'entrepreneur et produit un référentiel sur l'entrepreneuriat féminin avec 32 modules destinés aux cadres et partenaires techniques.

En parallèle, 1 024 entreprises ont été accompagnées dans leur formalisation, leur gestion et leur digitalisation ; 267 ont bénéficié de dotations en matériel ; et 34 capsules vidéo ont été produites pour appuyer le e-learning des entrepreneurs.

Enfin, l'APEFE a lancé WBex, un projet financé par WBI, en collaboration avec Wallonie Entreprendre et l'EPHEC, visant à améliorer les dispositifs d'accompagnement des MPME par l'intégration des bonnes pratiques wallonnes, dans une dynamique de coopération internationale « peer-to-peer », axée sur le développement durable et inclusif.

34
Capsules

vidéo ont été réalisées en vue de faciliter le E-learning des entrepreneurs

1.024
Entreprises

féminines dont **561** entreprises individuelle et **463** groupements et coopératives sont accompagnées par le programme

688

soit **67%** des entreprises sont passées de l'informel au formel

264
Femmes

entrepreneures ont été renforcées sur les compétences métier de couture, de coiffure et de tissage de pagne.

267
Entreprises

ont été dotées de matériels et équipements de travail dans leurs métiers respectifs.

Contact

David GAQUERE - Administrateur de programmes
Bureau APEFE - Wallonie Bruxelles
Lot H2 Les Cocotiers / Q. Haie Vive
01 BP 3589 Cotonou
☎ (00229) 99-25-86-52
📘 APEFE.Benin
🌐 APEFE-Benin

Maroc

Min Ajliki : « pour toi », au féminin est un programme mis en place au Maroc



Ce programme a pour objectif d'améliorer significativement et durablement l'autonomie économique des femmes défavorisées.



Hajar ABOULGHIT
Présidente et Co-Founder de la
Coopérative Myrathé à Marrakech

“

À travers cette expérience que nous avons vécue avec le programme "Min Ajliki", nous avons bénéficié de nombreuses choses, notamment l'accompagnement. Nous maîtrisons déjà tout ce qui concerne la qualité du produit ou le processus industriel, mais nous manquons de connaissances en matière de procédures administratives, de comptabilité ou de management. L'équipe de "Min Ajliki" et l'association "Tidalt" nous ont accompagnées à toutes les étapes du processus de création. Ils étaient toujours présents pour nous aider chaque fois que nous faisons face à des problèmes ou des difficultés. Avec le temps, nous avons pris davantage confiance en notre projet.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires du programme Min Ajliki incluent diverses catégories d'acteurs engagés dans l'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes. Il s'adresse aux associations régionales qui accompagnent, forment et soutiennent les femmes tout en leur offrant des espaces de travail. Il cible également les porteuses de projet, les femmes cheffes d'entreprise et les femmes NEETS, en leur proposant des opportunités de développement. Enfin, les ressources humaines des partenaires du projet bénéficient également de ce programme, contribuant ainsi à renforcer l'écosystème d'accompagnement des femmes.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



En 2024, de nombreuses formations ont été dispensées auprès de porteuses de projet, de cheffes d'entreprise ainsi que des ressources humaines de partenaires. Les thèmes abordés, adaptés aux besoins des bénéficiaires, incluent la création d'entreprise, l'employabilité via des formations métiers, et l'insertion professionnelle, notamment pour les femmes NEETS.

Deux nouveaux plans de formation sur le plaidoyer et la gouvernance associative ont été lancés, donnant lieu à l'élaboration de guides sur l'employabilité, l'entrepreneuriat, le genre et le plaidoyer, en vue de leur diffusion auprès des bénéficiaires.

L'année a également été marquée par l'organisation d'événements en lien avec l'autonomisation économique des femmes, axe central de cette 3e édition de Min Ajliki. Enfin, une compétition d'idées a été organisée avec l'Instituts de Formation aux Métiers des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique pour stimuler l'entrepreneuriat vert des jeunes et des étudiants, en lien avec la Green Stratégie du Maroc compétition d'idées de projets en partenariat avec l'IFMERE (Instituts de Formation aux Métiers des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique) dont l'objectif est de faire émerger des projets en lien avec la Green Stratégie du Maroc.

2.865
Femmes

bénéficiaires de formation pour le développement de l'esprit d'entreprendre.

1.663
Femmes

porteuses de projets accompagnées en pré création .

628
Femmes

NEETs formées et qualifiées sur des métiers porteurs.

15.451
Femmes

NEETS bénéficiaires de prestations d'orientation professionnelle (entretiens de positionnement, stage d'immersion,...)

7.183
Femmes

entrepreneures accompagnées pour le développement de leur entreprise.

Contact

Pascal MONTOISY - Administrateur de programme
4, Rue Jaâfar Assadiq, 10 080 Agdal, Rabat, Maroc
☎ 00212 537 67 41 15
✉ Bureau.rabat@apefe.org
📘 Min Ajliki
📺 Min Ajliki



Inclusion Sociale Éducation



Belgique

Educaid.be : Plateforme belge pour l'éducation et la formation dans la coopération au développement



Les acteurs belges de l'éducation et de la formation dans la coopération au développement créent un contexte (politique) pour améliorer durablement et structurellement la qualité et le caractère inclusif de l'éducation et de la formation en tenant compte de la digitalisation, du genre, du climat et du travail décent dans les pays programme en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud.



Ides NICAISE
Professeur émérite HIVA/KULeuven

“

J'ai trouvé la session d'ouverture de la conférence 2024 très dynamique et les intervenant.e.s étaient brillants. J'ai particulièrement apprécié le discours d'Anna D'Addio. J'ai bien aimé qu'elle ait mis l'accent sur le fait que la technologie et l'IA ne peuvent pas être une fin en soi dans l'éducation, mais que l'apprenant doit rester au centre et que tous ces outils sont au service des ODD. Les autres présentations ont démontré des perspectives très diverses comme l'aspect de l'inégalité ainsi que la créativité des personnes qui, avec peu de ressources, ont un impact très important sur le secteur de l'éducation dans leur pays.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Educaid.be est un programme, d'une part, de synergie entre APEFE et VVOB Education for Development qui sont des partenaires équivalents pour la mise en œuvre de la plateforme, et d'autre part, de collaboration avec plus de 50 autres organisations et institutions. Educaid.be est ouverte à des organisations, institutions et individus qui opèrent dans le secteur de l'éducation et de la formation au sein de la coopération internationale belge.

La plateforme a pour objectif de renforcer la capacité et l'expertise de ses membres et de leurs organisations partenaires, de développer des activités de sensibilisation et de plaidoyer, et de soutenir la politique belge en matière d'éducation et de formation dans la coopération au développement. Les bénéficiaires sont tous les apprenants qui sont atteints par les interventions et programmes d'éducation et de formation des organisations membres d'Educaid.be.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



En octobre 2024, lors de la conférence internationale organisée par Educaid.be, nous avons approfondi la relation complexe entre la technologie et l'éducation, en abordant des sujets tels que la lutte contre les inégalités numériques, la promotion de la durabilité, l'impact transformateur de l'intelligence artificielle dans le secteur de l'éducation. Parmi les intervenants, des experts internationaux tels que Mona Laroussi, directrice de l'IFEF à Dakar, et Anna D'Addio de l'UNESCO pour le rapport mondial de suivi de l'Education (GEM 2024), ont participé aux discussions. Nous avons également eu l'honneur d'accueillir l'ambassadeur du Kenya, Monsieur Bitange Ndemo, expert en technologie et en intelligence artificielle.

Dans le cadre des élections parlementaires, le groupe de projet plaidoyer d'Educaid.be a rédigé un mémorandum appelant les partis politiques à faire de l'éducation et de la formation une des priorités dans la coopération belge au développement. Par ailleurs, un autre groupe de projets, dédié à l'éducation au changement climatique, a contribué à la rédaction de la Stratégie Internationale d'Action Climatique de la Direction générale de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire. En 2024, plusieurs webinaires Connect&Learn ont été organisés, abordant des thématiques variées, mais toujours en lien avec l'éducation.

7
Expert·e·s

ont partagé leur expertise et leurs connaissances lors de la session générale de la Conférence internationale sur l'éducation et la technologie, le 8 octobre 2024.

227
Participant·e·s

issus de **32** pays différents ont pris part à l'événement le jour même.

487
Vues

ont été enregistrées sur notre chaîne YouTube pour les enregistrements des sessions après la conférence.

22
Organisations

membres d'Educaid.be ont été représentées lors d'entretiens qualitatifs dans le cadre de l'évaluation mi-parcours par Strategy House

2
Visites

de terrain ont été organisées au Bénin et au Cambodge, suivies d'un atelier de réflexion réunissant partenaires et membres d'Educaid.be.

Contact

Marije VAN BREDA - Coordinatrice du programme
Place Julien Dillens 1, 2A
1060 Bruxelles
☎ +32 2 209 07 99
📘 Educaidbe
🌐 educaid-be
✉ info@educaid.be
📺 Educaidbe

Bénin

IFADEM : INITIATIVE FRANCOPHONE POUR LA FORMATION À DISTANCE DES MAÎTRES



L'objectif du programme est de permettre aux filles et aux garçons, en particulier les plus vulnérables, des départements de l'Alibori, de l'Atacora, du Borgou, du Couffo et de la Donga, d'améliorer significativement leurs résultats en fin de cycle primaire, en fréquentant des établissements scolaires offrant un environnement d'apprentissage de qualité, inclusif et propice à leur développement intégral.



Bio Luc AKIYO

Chef du Service de la Formation de l'Institut National pour la Formation et la Recherche en Education (INFRE)
Point Focal IFADEM à l'INFRE

“

Au Bénin, la phase de relance IFADEM progresse sans encombre. Après trois ans, le programme a atteint une phase d'accélération grâce à l'expertise des ressources humaines mobilisées par l'INFRE et l'APEFE. La formation à distance a renforcé les capacités des superviseurs, tuteurs et enseignants. Une évaluation des pratiques pédagogiques a confirmé le succès de l'initiative, motivant l'équipe à préparer la formation de la deuxième cohorte et des directeurs d'écoles.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Le programme, à terme, doit permettre de former 2 500 enseignants suppléants, avec une priorité accordée aux femmes et aux jeunes. Il a également recruté 135 tuteurs, 40 superviseurs et 10 techno-pédagogues, avec une attention particulière portée aux femmes pour ces postes.

Par ailleurs, 450 directeurs d'école ont été sélectionnés, toujours en donnant priorité aux femmes. Les bénéficiaires directs de ces initiatives sont au moins 105 000 élèves des classes ciblées, principalement du cycle primaire de l'enseignement de base, dont 47 % sont des filles.



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-1-BE

2.400
Livrets

imprimés au profit des directeurs

101
Tuteurs

formés à l'utilisation de la plateforme dont **7** femmes.

95
Tuteurs

et 42 superviseurs formés et dotés de tablettes pour le compte de la cohorte 1 (appropriation des contenus pédagogiques des livrets, maîtrise des outils de tutorat, utilisation du dispositif WhatsApp pour le tutorat)

903
Enseignants

dont **362** femmes formés et évalués pour le compte de la cohorte 1

100
%

des enseignants de la cohorte 1 sont allés au bout de la formation

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



En 2024, la première cohorte d'enseignants a été formée via une autoformation lancée le 27 février en présence des partenaires, autorités et bénéficiaires. 903 enseignants (dont 40,09 % de femmes) ont participé, encadrés par 95 tuteurs (3 femmes).

WhatsApp a été utilisé comme outil de formation à distance, expérience inédite et validée par tous. Les Conseillers Pédagogiques et 42 superviseurs ont été formés aux outils et contenus pédagogiques, et dotés de tablettes et livrets. Une évaluation a comparé les pratiques entre enseignants ifadem et non-ifadem. En parallèle, les livrets ont été scénarisés sur Moodle, testés, et les 101 tuteurs (7 % de femmes) ont été formés pour 2025.

Les kits de la cohorte 2 sont prêts, seule la liste manque. Trois livrets pour les directeurs ont été finalisés et sont en cours de médiatisation.

Enfin, deux conventions ont été signées avec Handicap International et Educo pour renforcer l'inclusion, et une stratégie avec les ONGs locales est en cours de finalisation

Contact

David GAQUERE - Administrateur de programmes
Bureau APEFE - Wallonie Bruxelles
Lot H2 Les Cocottiers / Q. Haie Vive
01 BP 3589 Cotonou
☎ (00229) 99-25-86-52
📘 APEFE.Benin
📱 APEFE-Benin

Palestine

Promouvoir le développement inclusif des personnes en situation de handicap en Palestine



L'objectif est de permettre aux personnes en situation de handicap en Cisjordanie, en particulier les jeunes et les femmes, d'être qualifiées, autonomisées et activement engagées dans une éducation et un travail décent de leur choix, qu'il s'agisse d'un emploi salarié ou d'une activité indépendante.



“

Nous sommes Hiba et Ruba, deux sœurs vivant dans la région de Rabud. En raison des restrictions de mouvement et de l'absence de transport accessible en Cisjordanie, il nous était impossible de trouver un emploi qui nous permette de mener une vie indépendante.

Le programme CBR du BASR nous a accompagnées pour trouver d'autres solutions : nous avons de bonnes compétences en enseignement, alors nous avons décidé d'ouvrir une classe pour offrir un soutien éducatif aux enfants de notre région.

Le programme CBR a été d'un grand soutien en nous fournissant tout le matériel nécessaire ainsi que des outils éducatifs et des jeux adaptés. Aujourd'hui, nous travaillons avec environ 45 à 55 élèves et avons un revenu mensuel moyen de 4 500 ILS.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

En 2024, le programme a ciblé les personnes en situation de handicap dans sept gouvernorats de Cisjordanie, notamment à Hébron, Bethléem, Tulkarem, Naplouse, Tubas, Jénine et Ramallah. Il a accordé une attention particulière aux groupes et communautés les plus vulnérables et marginalisés, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes en difficulté socio-économique, qui sont souvent confrontés à des discriminations multiples menant à leur exclusion.

Pour atteindre ses objectifs, le programme a impliqué divers acteurs, notamment les enfants et adultes en situation de handicap, leurs familles, ainsi que les groupes d'entraide de personnes en situation de handicap et les groupes de mères solidaires. Il a également mobilisé les organisations de personnes en situation de handicap, les autorités locales telles que les municipalités, les conseils de village et les conseils de services communs, ainsi que les organisations et centres communautaires. Les centres de formation et d'enseignement technique et professionnel (TVET), les écoles et les ministères concernés, notamment le Ministère du Travail, le Ministère de l'Éducation et le Ministère du Développement social, ont également été impliqués dans l'initiative. Enfin, l'équipe de Réadaptation à Base Communautaire (CBR) du BASR a joué un rôle clé dans la mise en œuvre du programme.



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-12-PS

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Le programme de Réadaptation à Base Communautaire du BASR a mis en place diverses actions pour favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap, notamment des enfants avec déficience intellectuelle, en Cisjordanie. Il a créé un centre spécialisé à Beit Awwa, mené des évaluations éducatives et de réhabilitation, et facilité leur intégration dans des institutions adaptées.

Le programme a évalué les besoins des personnes en situation de handicap afin de leur fournir les aides techniques et l'accès à la réhabilitation, conditions essentielles pour leur autonomie, leur éducation et leur inclusion sociale et économique.

Le programme a facilité l'accès des jeunes en situation de handicap à l'emploi en proposant orientation, formations professionnelles accessibles et soutien à l'entrepreneuriat. Au niveau communautaire, le programme a collaboré avec les autorités locales et divers acteurs pour développer des formations sur les droits liés au handicap et promouvoir l'inclusivité des services.

224
Personnes

en situation de handicap ont eu un meilleur accès à l'éducation grâce aux services éducatifs des centres communautaires

1.776
Scéances

individuelles de soutien en santé mentale et psychosocial réalisées

11
Centres
communautaires

ont continué à bénéficier de l'appui du programme grâce à un suivi et une supervision continus, leur permettant de maintenir leurs services éducatifs et pré professionnels.

37
Personnes

en situation de handicap (**25** hommes, **12** femmes) ont obtenu un financement pour lancer leur propre activité génératrice de revenus.

77
Enfants

en situation de handicap ont reçu une évaluation éducative individualisée et ont tous été orientés et inscrits dans des établissements scolaires adaptés.

Contact

Mahran AL-TAWIL - Administrateur de programmes
Bethlehem Arab Society for Rehabilitation
100 Cremisan Street,
Bethlehem

+970-568817114 / +970-593117755 / +970-2-2749793

mahran@basr.org

Rwanda

Programme d'appui à l'apprentissage sur le lieu de travail et à la création d'emploi décent auprès des jeunes



L'objectif est de permettre aux jeunes femmes et hommes rwandais, dotés des compétences adéquates, d'accéder à ou de créer des emplois décents de leur choix dans les métiers de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle, dans six districts : Ville de Kigali (Nyarugenge, Gasabo, Kicukiro), Huye, Musanze et Gatsibo.



Isaac Manufacturing Center Ltd

“

Nous apprécions l'aide de l'APEFE qui nous permet de réussir notre programme d'enseignement, de coaching et de mentorat de nos apprentis dans le cadre du programme IGIRA KU MURIMO UHANGE AKAZI. Il était difficile de les laisser partir après la formation mais nous leur donnons un énorme bagage de compétences et j'en profite pour remercier le MIFOTRA, le Rwanda TVET Board, la Fédération du Secteur Privé et l'APEFE.

”

LES BÉNÉFICIAIRES

Le programme contribue à un accès inclusif de jeunes rwandais à un métier technique, à un emploi décent et à l'entrepreneuriat. Le programme cible spécifiquement des jeunes issus de familles défavorisées ainsi que des groupes vulnérables, notamment les personnes en situation de handicap. Pour ce faire, les structures officielles rwandaises en charge du développement des compétences, de la formation en alternance, de la transition vers l'emploi et du développement des entreprises sont au cœur des interventions menées en collaboration avec l'APEFE.

Le ministère de la Fonction publique et du travail, le Rwanda TVET Board et les centres de formation professionnelle occupent une place centrale à côté de celle du secteur privé : entreprises des secteurs mode, cuir, agrobusiness et beauté, centres d'incubation, clusters du secteur privé et associations professionnelles dans les métiers appuyés.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



L'APEFE a facilité le processus de renforcement de la coordination des acteurs des districts en matière de formation en alternance et d'emploi des jeunes. Une formation en entrepreneuriat a été dispensée aux apprentis ayant terminé un cycle de formation en alternance. Le personnel des « Employment Service Centers », des centres YEGO et des centres d'incubation a également été formé en entrepreneuriat et en orientation, afin de mieux accompagner les étudiants et diplômés dans leur parcours d'insertion professionnelle.

Un atelier conjoint APEFE-ACTEC a été organisé pour partager les meilleures stratégies de développement de l'entrepreneuriat auprès de différentes institutions, en abordant des thèmes tels que l'accès au financement et les aspects juridiques et fiscaux. Un audit d'accessibilité des écoles professionnelles pour les personnes en situation de handicap a été réalisé en collaboration avec NUDOR.

Des équipements et outillages ont été achetés et distribués aux entreprises partenaires ainsi qu'aux entreprises créées par des diplômés. Le développement de l'application « Inser-jeune Rwanda », en collaboration avec l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEF), le Rwanda TVET Board (RTB) et le Coding Academy, a permis de mesurer le taux d'insertion des diplômés et le taux de satisfaction des entreprises.

962
Diplômés

ayant suivi un parcours de formation en alternance

70
%

de filles/jeunes femmes engagées dans les parcours de formation

68
%

de taux global d'insertion des jeunes diplômés

188
Entreprises

créées par des diplômés depuis le début du programme

71
%

des diplômés soutenus par le programme sont satisfaits de leur emploi et de leurs conditions d'emploi

Contact

Eric HUBY - Administrateur de programmes
 APEFE Rwanda
 KN1 Street, #2360 / Sainte Famille Hôtel - PO Box. 81 Kigali, Rwanda
 ☎ +250 791 345 813
 ✉ Bureau.kigali@apefe.org

RDC

IFADEM : EXPERIMENTATION DE L'INITIATIVE
FRANCOPHONE POUR LA FORMATION À DISTANCE DES
MAITRES DANS LE KASAI ORIENTAL



Ce projet s'inscrit dans le programme de travail 2022-2026 de la Commission mixte permanente, approuvé le 25 mai 2022 entre, d'une part, la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, la République Démocratique du Congo.



Jean-Pierre Kazadi
Inspecteur et concepteur de livret IFADEM

“

C'est la première fois que je collabore à la rédaction d'un manuel de formation. Je suis reconnaissant d'être associé à la production du livret sur le Ciluba et je trouve que la matière abordée est d'une portée scientifique élevée qui va contribuer à renforcer les compétences des enseignants dans l'enseignement-apprentissage du français auprès des élèves de l'espace Kasai, de repérer des erreurs linguistiques, culturelles très présentes dans leur expression tant écrite qu'orale, et y remédier.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires du programme IFADEM incluent les enseignants du primaire, en mettant particulièrement l'accent sur ceux exerçant en milieu rural. Le programme s'adresse également aux superviseurs, tels que les inspecteurs pédagogiques, chargés de la formation et du suivi des enseignants. Les directeurs et directrices des écoles concernées jouent un rôle clé en accompagnant, soutenant et supervisant les enseignants, tout en étant également responsables du développement professionnel de ces derniers. Enfin, les élèves des écoles ciblées bénéficient directement du programme, avec une attention particulière portée aux enfants les plus faibles et vulnérables.



BE-BCE_KBO-
0415880570-
prg2022-12-CD

500
Tutorés

femmes formés

100
Directeurs

formés

48
Tuteurs

dont 24 femmes, formés

100
Ecoles

touchées par le programme.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Les activités réalisées en 2024 comprennent plusieurs formations et événements importants. La formation des tuteurs a débuté par quatre ateliers : une formation pédagogique sur les livrets, organisée du 13 au 19 décembre 2022, suivie d'une formation au tutorat du 20 au 22 décembre 2022. Une deuxième session de formation pédagogique (livrets, suite) a eu lieu du 11 au 14 avril 2023, et une nouvelle formation pour la cohorte des tuteurs de la session 2024-2025 s'est déroulée du 02 au 07 avril 2024.

Concernant la formation des enseignants, en plus du diagramme de formation individuelle, les tuteurs ont organisé des rencontres en petits groupes, une à deux fois par mois, durant les week-ends ou en semaine, selon les calendriers convenus avec les tutorés.

Parallèlement, un atelier Bokundoli en partenariat avec CEC a eu lieu à Mbuji-Mayi du 23 au 25 juillet 2024. Animé par Monsieur Donatien Dibwe, historien et professeur émérite de l'Université de Lubumbashi, cet atelier a réuni 22 participants, dont deux femmes. L'objectif de cet atelier était d'aider les bénéficiaires à se familiariser avec la plateforme numérique BOKUNDOLI.ORG et ses objectifs, en utilisant les ressources disponibles pour enseigner l'histoire à travers une pédagogie interactive, enrichie de textes, de modules radiophoniques, de séquences audio-visuelles et de bandes dessinées.

Contact

Clément TSHIANGU - Administrateur de programmes
Bureau de la Province éducationnelle du Kasai oriental 1, avenue
Tshala Muana, Mbuji-Mayi – R.D. Congo
☎ +243971009653
✉ c.tshibangu.ck@apefe.org
📘 APEFE.RDC

RDC

IFADEM : PROGRAMME D'APPUI À L'INITIATIVE
FRANCOPHONE POUR LA FORMATION À DISTANCE DES
MAITRES



Améliorer le rendement des élèves grâce à un enseignement de qualité, inclusif et propice au développement intégral des enfants, via le renforcement des compétences linguistiques, didactiques et pédagogiques des enseignants ciblés, moyennant la mise en place d'un dispositif de formation à distance.



Severin KASONGO

Inspecteur et concepteur de livret IFADEM

“

Grâce aux recherches scientifiques effectuées dans le cadre d'IFADEM RDC, j'ai obtenu mon diplôme d'études approfondies (DEA). Je me suis familiarisé avec les stratégies pédagogiques innovantes du nouveau programme national du primaire, basées sur la création de situations d'apprentissage. J'ai ouvert et j'administre désormais un site Moodle en local grâce aux multiples formations suivies dans le cadre du projet IFADEM 100 % en ligne. Mes compétences sur les thématiques émergentes (éducation inclusive, éducation au développement durable, etc.) ont été renforcées, et j'ai développé l'esprit de collaboration et de travail en groupe.

”



LES BÉNÉFICIAIRES

Le programme cible principalement les enseignant-e-s du primaire, en portant une attention particulière à celles et ceux exerçant en milieu rural. Il concerne également les superviseur-e-s, notamment les inspecteurs et inspectrices pédagogiques, responsables de la formation continue et du suivi des enseignant-e-s. Les directeur-trice-s des écoles impliquées jouent un rôle essentiel d'accompagnement, de soutien et de supervision, tout en étant des acteurs clés du développement professionnel de leur personnel enseignant. Enfin, les élèves des écoles concernées sont au cœur de l'action, avec une attention spécifique portée aux enfants les plus faibles et les plus vulnérables.




 IATI ID: BE-BCE_
 KBO-0415880570-
 prg2022-12-CD

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



2.983
Enseignants

inscrits pour la première cohorte

50.000
Exemplaires

des livrets imprimés.

493
Directeurs

dont **101** femmes, concernés.

154
Tuteurs

dont **57** femmes, concernés

492
Ecoles

touchées par le programme.

Neuf livrets, dont trois adaptés aux zones linguistiques ciblées (swahilophone, kilubaphone, cilubaphone), ont été conçus ou révisés dans une approche de co-construction intégrant de nouvelles thématiques comme l'éducation à l'environnement, au développement durable et l'éducation des filles.

Un atelier en mai a permis de mettre en place un dispositif de tutorat et des outils de suivi-accompagnement pour les enseignants. En juillet, des techno-pédagogues ont été formés à l'administration de Moodle afin de renforcer les capacités du ministère en formation à distance.

La formation des tuteurs a précédé celle des enseignants, lancée le 31 octobre dans quatre provinces, basée sur les deux premiers livrets. En partenariat avec Lumière pour le Monde, un atelier à Lubumbashi a permis d'intégrer l'éducation inclusive dans les pratiques pédagogiques. Une conférence a également été organisée avec l'ISP de Lubumbashi pour la Journée internationale de la Francophonie.

Contact

Clément TSHIBANGU Administrateur de programme Éducation
 Bureau APEFE Wallonie Bruxelles,
 115, avenue Sandoa – Lubumbashi - Province du Haut Katanga.
 R.D. Congo
 ☎ +243971009653
 ✉ bureau.lubumbashi@apefe.org
 📌 APEFE.RDC

Sénégal

IFADEM-SÉNÉGAL : Programme d'appui à l'Initiative Francophone pour la Formation à Distance des Maîtres au Sénégal



L'objectif est d'améliorer les performances scolaires des élèves du cycle de l'éducation de base dans les régions ciblées grâce à un enseignement inclusif et de qualité.



Adama SY

Inspecteur en service à l'IEF de Linguère
Superviseur du parcours enseignants et
Tuteur du parcours directeurs

“

Ce programme est d'une importance capitale dans la formation continue des enseignants. A l'ère du numérique, la formation bimodale réduit la distance, rationalise les dépenses et joue un rôle crucial dans le respect du quantum horaire dans les écoles. A l'IEF de Linguère, par exemple, où l'étendue du département et la mobilité des enseignants étaient des équations, le programme IFADEM a contribué considérablement à l'amélioration de leurs conditions de travail et cela a commencé à produire des effets positifs dans les performances des élèves au regard des visites de classes effectuées.

”

LES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires directs du programme sont 1.000 instituteurs adjoints titulaires du Certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) et 5.000 directeurs d'école, en cours d'exercice dans 7 régions ciblées, à savoir Fatick, Kaolack, Kaffrine, Thiès, Matam, Saint-Louis et Louga. Les cadres du Ministère de l'Education Nationale bénéficient aussi du programme, grâce à l'amélioration du dispositif de formation continue, dans lequel ils sont impliqués.

Les actions de renforcement des capacités qui concernent ces acteurs vont se répercuter positivement sur la qualité du système éducatif et sur les performances pédagogiques, ce qui devrait impacter les résultats scolaires des apprenants du cycle de l'éducation de base dans ces régions.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



L'année 2024 a été marquée par le démarrage des formations des maîtres et des directeurs, à travers les regroupements initiaux dans les 28 Inspections de l'Éducation et de la Formation (IEF) qui composent les 7 Inspections d'Académie ciblées. Avant le début de chaque formation, les encadreurs (coordonnateurs, superviseurs et tuteurs) ont été initiés à l'utilisation des plateformes de formation et aux outils de pilotage et d'encadrement des formés.

La formation des maîtres, d'une durée de 10 mois, est organisée en une cohorte unique dont l'effectif est de 1.077 enseignants. Elle a démarré en mars 2024. Les directeurs sont répartis en plusieurs cohortes. La première d'entre elles, de 1.423 directeurs, a terminé sa formation (d'une durée de trois mois) en décembre 2024.

L'année s'est conclue avec 2 sessions de formation des encadreurs des directeurs, qui se sont déroulées respectivement à l'Inspection d'Académie de Kaolack et au Centre Régional de Formation des Personnels de l'Éducation (CRFPE) de Louga. Le démarrage de la formation de la seconde cohorte de directeurs, composée de 1.965 chefs d'établissement œuvrant dans les sept académies ciblées, est prévu en janvier 2025.

1.077
Maitres en cours de formation

1.423
Directeurs d'école formés

101
Encadreurs (directeurs ou inspecteurs) formés à l'exercice du tutorat

26
Superviseurs (inspecteurs ou directeurs des CRFPE) formés à la supervision des activités au niveau des IEF

7
Coordonnateurs des comités académiques formés à la coordination des activités au niveau des académies

Contact

Françoise DAXHELET - Administratrice de Programmes
APEFE – Délégation générale Wallonie-Bruxelles
Fann Résidence Mermoz Rue FN 11, Villa Bayt Arrahman
BP 6279
Dakar – SENEGAL
☎ +221 33 849 29 70 / +221 77 612 60 29

RTIA-Facility

Regional Teachers Initiative for Africa - Facility

Formation continue des enseignants (extension des programmes IFADEM

Bénin, RDC et Sénégal et échanges régionaux/ internationaux) dans le cadre de la Facilité UE « Regional Teachers Initiative for Africa (RTIA) »



L'objectif est d'améliorer les compétences pédagogiques et numériques des enseignant.e.s en exercice et des personnels d'encadrement des enseignant.e.s en formation, grâce à la mise en œuvre d'un programme d'apprentissage hybride (présentiel et distanciel) tutoré.



“

Le programme IFADEM au Bénin répond aux défis de la formation continue des enseignants. Il permet un accès à des ressources numériques de qualité sans quitter leur poste. Cette initiative suscite un fort intérêt et doit être pérennisée.

Justin HOVOZOUNKOU

Techno pédagogue dans le dispositif IFADEM, Administrateur de la plateforme du Bénin

”

LES BÉNÉFICIAIRES

Le bénéficiaire-type est le maître de l'élémentaire et le personnel d'encadrement. En effet, le programme s'adresse principalement aux enseignants du primaire, en particulier ceux exerçant en milieu rural, ainsi qu'au personnel d'encadrement tel que les superviseurs (inspecteurs pédagogiques) chargés de la formation et du suivi des enseignants, les tuteurs et les techno-pédagogues.

Les bénéficiaires finaux sont les élèves des écoles concernées, avec une attention particulière portée aux enfants les plus vulnérables.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



Après la signature de l'accord de subvention en mars 2024, une phase de démarrage de six mois a été mise en œuvre.

Au niveau régional, cette phase a permis le recrutement des équipes techniques, la mise en place des outils de gouvernance, l'harmonisation du co-branding RTIA, ainsi que la sélection et la formation des tuteurs.

Au Bénin, trois comités départementaux et vingt-et-un comités locaux ont été installés, 9 000 livrets imprimés, 9 livrets pédagogiques ont été scénarisés et médiatisés, 1 350 dictionnaires et 89 tablettes ont été distribués, et 62 tuteurs ont été formés.

En République Démocratique du Congo, des ateliers ont été organisés pour la création de contenus sur Moodle, 544 tablettes ont été acquises et les tuteurs ont été formés.

Au Sénégal, la plateforme en ligne est devenue opérationnelle, 1 100 dictionnaires et tablettes ont été commandés, et deux coordonnateurs ainsi que sept superviseurs ont été nommés.

1.100
Tablettes

& dictionnaires (Sénégal)

3
Comités

départementaux (Bénin)

544

tablettes (RDC)

62
Tuteurs

formés (Bénin)

1
Comité

de pilotage RTIA (international)

Contact

Sophie PHAM-HOLLIDAY - Chargée de mission Education APEFE
2, Place Saintelette
B - 1080 Bruxelles - Belgique
☎ : +32 470 71 29 63

Teach2Empower

Mise en œuvre du financement parallèle de la Belgique à la Facilité régionale pour les enseignants en Afrique (RFTA)

Projet multi-pays République démocratique du Congo et Sénégal

Projet Team Belgium Enabel (chef de file), WOB et APEFE

L'objectif est de renforcer les enseignants pour qu'ils aident leurs élèves à acquérir les compétences, les connaissances et les attitudes nécessaires pour s'engager activement dans la transition écologique et faire progresser l'équité entre les sexes.



RAMAZANI MANGOSA ZAZA
IPPAF Lualaba 1

“

En tant qu'inspecteur provincial en charge de la formation, je suis particulièrement ravi d'accueillir ce projet qui vise à promouvoir l'égalité des sexes, à renforcer la masculinité positive et à lutter contre la violence scolaire. Ce projet s'inscrit pleinement dans notre vision d'une éducation inclusive et équitable pour tous les élèves, qu'ils soient filles ou garçons. Nous reconnaissons l'importance d'intégrer ces valeurs dès les premières étapes de l'éducation, car c'est à l'école que se forment les attitudes et comportements qui marqueront la société de demain. Ce projet offre une approche innovante et nécessaire, qui englobe non seulement la formation des enseignants, mais aussi la participation active des élèves, des parents et de la communauté. Il s'agit d'un modèle intégré qui favorise un environnement d'apprentissage sain et sécurisé, pour le développement des compétences sociales, émotionnelles.

”

LES BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires types :

- ◇ Professionnels de l'éducation : Directeurs et enseignants (niveau primaire et petite enfance)
- ◇ Inspecteurs en charge de la supervision de ces derniers
- ◇ RDC : Représentants des familles et des communautés (associations de parents, clubs d'étudiants, leaders politiques, religieux et traditionnels, représentants d'OSC engagés dans le respect des droits humains, dont ceux des femmes et des enfants...)
- ◇ Sénégal : Enseignants-relais (y compris les directeurs d'école, les points focaux pour l'environnement et les villageois-relais), Inspecteurs (Académie, Education-Formation), Élèves-leaders, Associations de parents d'élèves et communautés villageoises.
- ◇ Bénéficiaires finaux : élèves/enfants, communauté.




 CAD : 11120/11130
 CAD : 41081

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2024



L'accord de subvention notifié par Enabel le 1er juillet 2024 a permis de lancer une phase de démarrage visant à créer les conditions de mise en œuvre du projet.

En RDC, une étape clé a été consacrée à la documentation du volet « Éducation transformatrice en matière de genre » via l'approche des masculinités positives. En collaboration avec les inspections provinciales du Haut-Katanga et de Lualaba, les parties prenantes ont été identifiées, les écoles pilotes sélectionnées, et les rôles des acteurs définis (enseignants, parents, élèves, leaders communautaires, associations).

Au Sénégal, le projet T2E également dénommé Eco-lier a été co-construit avec l'association Nébédjay, le partenaire d'implémentation et a été formalisé par une convention. Le démarrage a été marqué par la sélection des écoles pilotes et la mise en place de pépinières dans chacune d'elles.

Au niveau de la Team Belgium, APEFE a présenté son approche sur les masculinités positives lors du forum "GEP" à Helsinki et participé à l'atelier "Monitoring, Evaluation & Learning" animé par Enabel pour simplifier le cadre logique commun aux 3 agences et améliorer les activités conjointes d'apprentissage collectif.

1
ère

phase du projet

1
Chargée

de projet en Éducation transformatrice de genre a été recrutée en RDC, à Lubumbashi.

1
Chargé

de projet en Éducation verte a été recruté au Sénégal.

15
Ecoles-pilotes

ont été sélectionnées au Sénégal, avec l'identification des enseignants-relais responsables de la mise en œuvre du programme de formation.

Contact

Sophie PHAM-HOLLIDAY - Chargée de mission Education
 APEFE
 2, Place Saintelette
 B - 1080 Bruxelles - Belgique
 ☎ : +32 470 71 29 63

**Pour plus d'informations
sur l'APEFE :**







APEFE Place Saintelette 2
1080 Bruxelles

☎ +32 2 421 8383

✉ contact@apefe.org

📘 APEFEasbl

📺 apefe

📺 @APEFEasbl

www.apefe.org



Belgique

partenaire du développement



Wallonie - Bruxelles
International.be



Feel inspired